



fives ultimate machines
ultimate factory

Rapport financier 2013

PROFIL

Fives conçoit et réalise des machines, des équipements de procédé et des lignes de production pour les grands industriels mondiaux des secteurs de l'aéronautique, de l'acier, de l'aluminium, de l'automobile et de l'industrie manufacturière, du ciment, de l'énergie, de la logistique et du verre.

Implanté dans près d'une trentaine de pays et comptant près de 8 000 collaborateurs sur les cinq continents, le Groupe est reconnu pour sa maîtrise technologique et ses compétences dans la réalisation de grands projets d'ensemble partout dans le monde.

SOMMAIRE

Rapport d'activité	04
Gouvernement d'entreprise	22
Renseignements financiers et juridiques	28
Comptes consolidés de l'exercice 2013	31
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	82
Assemblée générale mixte	84
Projet de résolutions (extrait)	84

RAPPORT DU DIRECTOIRE

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 27 JUIN 2014

1. ACTIVITÉ DU GROUPE EN 2013

1.1. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL ET ACTIVITÉ

L'année 2013 aura finalement été la moins bonne pour l'économie mondiale depuis la récession de 2009. Les prémices d'une reprise, entrevues alors que les fondamentaux semblaient se renforcer après une année 2012 marquée par des tensions durables sur l'accès aux financements et le ralentissement des pays émergents, se sont progressivement estompées. S'il termine l'année sur une note d'optimisme dans ses perspectives de l'économie mondiale publiées en janvier 2014, le FMI n'avait jusqu'alors cessé de revoir à la baisse sa prévision de croissance pour 2013, trimestre après trimestre, depuis plus d'un an. À +3,0%, et malgré un dernier trimestre encourageant, elle s'affiche en léger retrait par rapport à 2012 (3,1%), année durant laquelle l'environnement économique avait pourtant déjà lourdement pesé sur l'investissement industriel.

Cette situation a touché aussi bien les pays émergents que les pays développés, à l'exception notable du Japon, qui bénéficie de la politique monétaire d'assouplissement quantitatif qu'il a initiée fin 2012 (mais qui ne pourra pas perdurer sur le moyen terme), et du Royaume-Uni (dont le rebond apparaît en revanche plus durable). La plupart des pays émergents restent affectés par la faiblesse de la demande externe et par la baisse des cours des matières premières et des produits de base. Dans les BRICs, la consommation interne ne parvient toujours pas à prendre le relais, tandis que les craintes sont de plus en plus fortes en Chine quant à la stabilité du système bancaire et au financement de l'économie, et en particulier des investissements, qui y restent le principal moteur de la croissance. Seuls quelques pays se sont inscrits dans une dynamique positive, en Asie du Sud-Est, en Amérique latine et en Europe orientale. Aux États-Unis, où la reprise économique s'était confirmée en 2012, la politique de restriction budgétaire menée tout au long de l'année, jusqu'à l'accord trouvé en décembre, a pesé sur la demande et la croissance. Malgré des fondamentaux solides, la croissance de l'investissement industriel s'y est, de façon inattendue, fortement contractée. Enfin, en zone euro, la faible demande et le poids de la dette n'ont pas permis de soulager les tensions budgétaires et financières.

Fives a ainsi subi en 2013 le ralentissement des économies américaine et chinoise (qui constituent ses deux marchés les plus importants depuis plusieurs années maintenant), même s'il est parvenu à

décrocher quelques contrats importants dans les secteurs sur lesquels il y est traditionnellement présent (acier en Chine, automobile et aéronautique aux États-Unis). Dans un environnement économique au ralenti à l'échelle mondiale, les relais sont apparus limités. L'activité commerciale du Groupe a été soutenue par quelques commandes d'ensemble dans les rares régions émergentes encore dynamiques (notamment en Asie du Sud-Est, et en particulier aux Philippines dans le ciment), ainsi que dans les pays développés en reprise (au Royaume-Uni dans l'automobile, au Japon et en Corée du Sud dans la logistique). Les actions commerciales menées dans le domaine des petits équipements industriels, couplées à la progression des activités de service - ambition stratégique affichée par Fives - lui ont également permis de maintenir un volume de commandes récurrentes honorable.

Dans ce contexte atone, le Groupe a en outre été fortement pénalisé par le renforcement de l'euro par rapport aux autres devises internationales majeures: le yen (dont le taux moyen a décroché de plus de 25% en 2013 par rapport à 2012, sous l'effet de la politique d'assouplissement monétaire menée par le nouveau gouvernement japonais), la livre sterling, mais également et contre toute attente, le dollar. Cette situation l'affecte à plusieurs titres: d'abord, fortement exportateur, il est confronté à une concurrence japonaise et américaine mécaniquement beaucoup plus compétitive; Fives a ainsi perdu plusieurs projets pour raisons de prix, notamment dans l'acier et la cryogénie. Ensuite, consolidant ses comptes en euros, il subit un effet de change défavorable, qui impacte à la baisse ses enregistrements de commandes ainsi que ses indicateurs de résultats. Enfin, il voit plusieurs projets dans les pays émergents se décaler, du fait des difficultés pour les producteurs nationaux à se financer en euros.

De façon générale, les incertitudes liées à l'évolution à court terme de l'environnement économique mondial conduisent les grands industriels à allonger leurs processus d'appels d'offres et à retarder autant que possible toute décision, alors que plusieurs d'entre eux ont pourtant assaini leur situation financière et planifient à nouveau des programmes d'investissements importants sur des marchés finaux bien orientés (notamment ciment, logistique, automobile ou aéronautique). Malgré un carnet d'offres proche des niveaux record pré-crise de 2008-2009 dans de nombreux secteurs, le Groupe fait ainsi face à des délais de mise en vigueur de plus en plus longs, y compris, situation inédite, sur des commandes qui lui sont déjà officiellement attribuées.

Enfin, Fives est confronté à un cycle bas dans le secteur du métal, principal pourvoyeur de commandes d'ensemble du Groupe depuis plusieurs années, qui fait face à une situation de surcapacité mondiale (conjoncturelle dans l'aluminium, structurelle dans l'acier). Cette situation s'est traduite par la quasi-absence de nouveaux projets à l'étude depuis le printemps 2012 et par un niveau de commandes d'ensemble historiquement faible en 2013.

Ce contexte s'est reflété sur les enregistrements de commandes de Fives pour 2013, qui s'affichent à 1227M€ en incluant la contribution des acquisitions de l'année (1139M€ sur le périmètre historique, dont un effet de change défavorable de 35M€). La performance du Groupe a été affectée par le faible volume de grands projets d'ensemble capacitaires lancés en 2013 à l'échelle mondiale, principalement dans les pays émergents. Les commandes récurrentes de petits équipements et de services se sont néanmoins maintenues à un bon niveau.

Le chiffre d'affaires s'affiche pour sa part à 1626M€ en 2013, nouveau record historique du Groupe, incluant la contribution des acquisitions de l'année. À périmètre et change constants, il s'affiche à 1541M€, en légère augmentation (+2%) par rapport à 2012, bénéficiant de l'écoulement du carnet d'ouverture et de la bonne tenue des enregistrements de petites commandes de l'année. Cette performance témoigne à nouveau de la résilience du Groupe: malgré le contexte économique délicat, Fives a réussi à poursuivre sa dynamique de croissance.

L'EBITDA atteint lui aussi un niveau record, à 133M€, incluant la contribution des acquisitions de l'année mais reflétant également une amélioration de la profitabilité sur le périmètre historique, malgré un effet de change défavorable de 4M€.

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2011	2012	2013
Enregistrements de commandes	1 674,3	1 323,8	1 227,3
Amériques	546,8	367,0	305,2
Asie et Océanie	338,9	422,6	330,2
Europe	438,4	419,3	486,1
Moyen-Orient et Afrique	350,2	114,9	105,8
Total	1 674,3	1 323,8	1 227,3
Dont économies matures	44%	50%	64%
Dont pays émergents	56%	50%	36%

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2011	2012	2013
Chiffre d'affaires	1 268,3	1 507,9	1 626,2
Amériques	295,4	421,3	531,2
Asie et Océanie	331,8	373,4	457,9
Europe	394,8	445,0	458,3
Moyen-Orient et Afrique	246,3	268,2	178,8
Total	1 268,3	1 507,9	1 626,2
Dont économies matures	50%	46%	53%
Dont pays émergents	50%	54%	47%

1.2. CROISSANCE EXTERNE

Fives a poursuivi sa politique d'acquisitions, guidée par deux objectifs stratégiques : élargir son offre technologique et son portefeuille d'applications d'une part, et renforcer sa présence sur les grands marchés en croissance d'autre part. L'année 2013 a ainsi été marquée par deux acquisitions dont la consolidation en année pleine devrait contribuer à hauteur de 350 - 400 M€ au chiffre d'affaires et de 35 - 40 M€ à l'EBITDA.

Fives Machining Systems

Le 29 juillet 2013, le Groupe a réalisé l'acquisition de MAG Americas (dorénavant Fives Machining Systems), premier acteur mondial sur le segment des solutions d'usinage à haute performance (pièces complexes de grande dimension) et de dépose de composites, desservant deux marchés finaux principaux : l'aéronautique civile et militaire d'une part, et les biens d'équipements industriels ou engins à destination de l'énergie (hydrocarbures) et du secteur minier d'autre part.

Les sociétés du sous-groupe Fives Machining Systems regroupent les activités Cincinnati, Giddings & Lewis, Forest-Liné, ainsi qu'une unité dédiée aux services post-vente qui bénéficie d'une large base installée de machines. Elles représentent un portefeuille d'une centaine de brevets et emploient plus de 1000 personnes basées principalement aux États-Unis, mais également au Canada, en France, en Chine et en Corée du Sud.

Cette acquisition répond à la stratégie de Fives de se développer à l'international, dans des technologies à forte valeur ajoutée dans lesquelles il est déjà présent et qui offrent de fortes synergies techniques et opérationnelles avec ses propres activités :

- Le Groupe consolide ainsi son positionnement sur le marché porteur de l'aéronautique, en intégrant à son offre un fournisseur privilégié de la plupart des grands acteurs du secteur ;
- De fortes complémentarités existent par ailleurs avec les sociétés du Groupe qui devient ainsi l'un des principaux fournisseurs mondiaux de machines-outils à haute performance. Parallèlement, la structuration de l'activité services de Fives Machining Systems constitue une opportunité pour Fives d'accélérer le développement de cette ligne de métier transversalement dans le Groupe, dans la lignée de la démarche initiée en 2012 ;
- Le Groupe renforce enfin son empreinte sur le marché nord américain en pleine «ré-industrialisation», tandis que le dispositif commercial et opérationnel de Fives à l'international permettra aux sociétés acquises d'élargir leur couverture mondiale.

Fives Machining Systems est consolidé sur cinq mois dans les comptes 2013 du Groupe ; une nouvelle division (aéronautique et usinage de précision) a été créée suite à cette acquisition. Le sous-groupe a réalisé en année pleine un chiffre d'affaires de 277 M€ et un EBITDA de 26 M€.

Fives OTO

Le 30 septembre 2013, le Groupe a réalisé l'acquisition d'OTO Mills (dorénavant Fives OTO), groupe italien spécialisé dans la conception d'équipements de fabrication de tubes soudés (ERW). Leader mondial dans son domaine d'activité, Fives OTO emploie environ 250 personnes et dispose d'une très large gamme d'équipements, destinée à la production de tubes de petits diamètres (moins de 8") jusqu'aux très gros diamètres (24"), lui permettant d'adresser un grand nombre d'applications industrielles et de segments de marchés finaux (construction, automobile, hydrocarbures, pharmacie, ...).

Doté d'une organisation industrielle performante (capacité d'ingénierie de haut niveau, atelier d'assemblage en Italie du Nord) et d'une couverture commerciale mondiale très large, Fives OTO présente de nombreuses complémentarités avec Fives :

- Sur le plan industriel, la combinaison des équipements fournis par Fives et par Fives OTO permettra au Groupe de proposer à ses clients une offre complète dans le domaine des lignes de production de tubes ;
- Sur le plan de la couverture géographique, la forte activité de Fives OTO en Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, etc.) renforce la présence du Groupe dans cette région du monde, tandis que le dispositif commercial et opérationnel de Fives en Asie ouvre de nouvelles perspectives de développement à Fives OTO.

Fives OTO est consolidé sur trois mois dans les comptes 2013 du Groupe, au sein de la division métal. Le sous-groupe a réalisé en année pleine un chiffre d'affaires de 90 M€ et un EBITDA de 12 M€.

ITAS

En janvier 2014, le Groupe a finalisé l'acquisition d'ITAS (devenue Fives ITAS), une entreprise italienne spécialisée dans les systèmes de combustion essentiellement destinés au secteur des hydrocarbures et à des applications environnementales, qui lui permettra de compléter son offre dans ce domaine. Cette société, qui emploie une soixantaine de salariés pour un chiffre d'affaires de près de 30 M€, sera consolidée à partir de 2014.

1.3. ENVIRONNEMENT COMMERCIAL PAR MARCHÉ

Automobile et logistique

Le pôle conçoit, réalise et installe des équipements, systèmes d'usinage, systèmes automatisés de production et systèmes de remplissage destinés principalement à l'industrie automobile, ainsi que des systèmes automatisés de tri destinés aux postes et aux sociétés de messagerie, de transport et de distribution.

Dans le domaine de l'automobile, les ventes de véhicules neufs ont progressé dans toutes les régions du monde (à l'exception de l'Europe), encourageant les constructeurs en bonne santé financière à poursuivre leurs investissements, dans de nouvelles capacités dans les pays émergents et dans la modernisation de leur outil industriel dans les pays développés. De nombreux projets de lignes de moteurs (petits moteurs) et de boîtes de vitesses (boîtes à double embrayage) ont par ailleurs été confirmés du fait de la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, y compris en Europe. Le marché est resté très porteur sur le segment des systèmes d'usinage, notamment en Chine où les investissements se sont multipliés pour palier le déficit de capacités en amont affectant une production locale qui s'est dotée d'importantes usines d'assemblage en aval ces dernières années. Sur le segment des systèmes automatisés de production, si le Groupe a confirmé son bon positionnement sur les programmes d'assemblage d'organes mécaniques en cours en Amérique du Nord, l'année a surtout été marquée par la conquête de nouveaux clients en Russie et en Europe du Nord, ainsi que par l'obtention de commandes importantes en matière de montage final de véhicule, en particulier au Royaume-Uni. Enfin, sur le segment du remplissage, l'activité commerciale s'est maintenue à un bon niveau, même si les solutions de substitution au gaz de réfrigération conventionnel continuent de faire débat et n'ont donc pas permis de voir les investissements pour la mise en œuvre de gaz plus respectueux de l'environnement se concrétiser.

Dans le domaine de la logistique, l'activité est toujours favorablement orientée, soutenue par la forte croissance des volumes transportés, dans le cadre notamment du développement de l'e-commerce. Au Japon et en Corée du Sud, où le marché est particulièrement porteur du fait du vieillissement de la population et de la forte densité, les grandes sociétés de messagerie, clients traditionnels de Fives, ont continué d'investir massivement dans leurs centres de tri, notamment aux abords des aéroports et des gares. En Europe et aux États-Unis, les opérateurs postaux ont poursuivi leur stratégie de recentrage vers des technologies plus adaptées au tri de colis. Enfin, des succès commerciaux importants ont été obtenus en France dans le domaine de la distribution, ouvrant de nouvelles perspectives au développement des technologies du Groupe.

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2011	2012	2013
Automobile/Logistique	607,2	479,8	542,9
Métal (aluminium et acier)	550,7	404,8	227,8
Énergie	272,7	355,2	276,3
Ciment	243,7	84,0	102,3
Aéronautique et usinage de précision			78,0
Total	1674,3	1323,8	1227,3

Au total, la progression de 63M€ (+13%) des enregistrements de commandes par rapport à 2012 reflète, d'une part, la bonne tenue de l'ensemble des lignes de métier du Groupe, et d'autre part, son excellente performance commerciale sur des marchés où il était traditionnellement moins présent (marché automobile européen – hors France – dans le domaine des systèmes automatisés de production et distribution dans le domaine de la logistique). Ce chiffre est certes inférieur au record de l'exercice 2011, marqué par le rattrapage post-crise des projets différés en 2008-2009, mais constitue la seconde performance historique du Groupe dans le pôle automobile et logistique.

Métal

Le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium, d'acier plat, de tubes et de verre. Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des fours de réchauffage de grande capacité, des lignes de traitement de la bande d'acier et des équipements de production et de finition de tubes. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où le Groupe fournit des lignes de production de verre creux et de verre plat, comprenant l'ensemble des équipements des sections fusion et étenderie.

Dans le domaine de l'aluminium primaire, les investissements sont à l'arrêt. Malgré la croissance régulière de la consommation, le marché est affecté par une production mondiale excessive liée aux surcapacités en Chine, alors même que les grands producteurs mondiaux ont mis à l'arrêt une partie de leurs installations. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande s'est traduit par une accélération de la chute des cours de l'aluminium, qui ont touché en juin puis novembre 2013 leur point le plus bas depuis juillet 2009 (à peine plus de 1700\$ la tonne) et se sont situés tout au long de l'année à un niveau où plus de la moitié des usines mondiales ne couvrent pas leurs coûts de production. Cette situation a incité les principaux donneurs d'ordre à décaler non seulement leurs programmes capacitaires, mais également leurs projets de modernisation, dont le retour sur investissement apparaît trop lointain. Les enregistrements de l'année se composent donc uniquement d'avenants sur les grands contrats en cours et de commandes d'équipements isolés et de services, aucun nouveau projet significatif n'ayant vu le jour.

Dans le domaine de la sidérurgie, le Groupe intervient sur les segments de l'acier plat et des tubes ; cette division comprend également le segment du verre. Sur le segment de l'acier plat, le marché reste affecté par des surcapacités structurelles. Si les producteurs chinois ont malgré tout continué de lancer quelques appels d'offres, très peu de projets se sont effectivement concrétisés depuis deux ans. La majorité d'entre eux n'a en effet pas survécu à

des phases d'instruction de plus en plus longues, dans un environnement marqué par de fortes contraintes de financement et une politique moins accommodante des provinces et du gouvernement central. La reprise des investissements observée en fin d'année s'y est ainsi profilée dans un contexte de concurrence exacerbée entre fournisseurs et de pression à la baisse sur les prix, accentuée par le décrochage du yen par rapport à l'euro qui a rendu l'offre japonaise particulièrement compétitive. Le Groupe est malgré tout parvenu à obtenir deux contrats pour des lignes de recuit décapage, qui sont venus s'ajouter à une commande de laminoirs mise en vigueur en début d'année. L'activité commerciale est en revanche restée très faible dans le reste du monde.

Sur le segment des tubes, dont le débouché principal est le marché des hydrocarbures, l'année 2013 a été marquée par un net recul des investissements: la stabilité de la demande mondiale de pétrole brut a incité les industriels à retarder le lancement de nouveaux projets capacitaires, tandis que la baisse des prix du gaz aux États-Unis allonge l'horizon de retour sur tout investissement. Cet environnement affecte les enregistrements du Groupe, qui se sont réduits en conséquence aux commandes de services et à quelques petits contrats pour des équipements isolés, principalement aux États-Unis mais également en Europe. Il est à noter que ce segment bénéficie par ailleurs de la contribution de Fives OTO sur les trois derniers mois de l'année.

Sur le segment du verre, malgré un marché toujours affecté par des surcapacités importantes en Chine et en Europe (où le secteur de la construction reste morose), le Groupe est néanmoins parvenu à maintenir un bon niveau de commandes, en se positionnant sur de petits équipements (étenderies en Chine, verre ultra-fin en Chine et en Europe de l'Est) grâce à la qualité de ses technologies. Par ailleurs, quelques producteurs indépendants implantés dans certaines régions émergentes (Turquie, Brésil, Europe de l'Est, Moyen-Orient) continuent d'investir sur leurs marchés nationaux ; Fives a ainsi mis en vigueur en 2013 une commande d'ensemble pour une ligne de verre flotté en Turquie.

Au total sur le pôle métal (aluminium primaire et sidérurgie), les enregistrements de commandes s'affichent à 228M€, en baisse de 177M€ (-44%) par rapport à 2012 et en intégrant un effet périmètre de 10M€ relatif à Fives OTO. Ce niveau de commandes, historiquement bas pour le Groupe dans le métal, reflète l'atonie des marchés de l'acier et de l'aluminium avec la quasi-absence de commande d'ensemble cette année.

Énergie

Le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie, en particulier sur le segment des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, des systèmes de combustion industrielle haute performance, ainsi que de la bioénergie et du sucre.

Sur le segment de la tuyauterie nucléaire, le Groupe intervient, principalement en France, sur des contrats de maintenance, ainsi que sur certains projets de constructions neuves.

Dans le domaine de l'énergie, l'activité commerciale a marqué le pas dans la cryogénie, après une année 2012 record. Alors que ce secteur reste très bien orienté sur le moyen terme, trois facteurs ont affecté le Groupe en 2013, en particulier dans le domaine des applications relatives à la séparation de l'air: d'abord, la perte par les donneurs d'ordre traditionnels du Groupe de plusieurs grands projets de séparation d'air (en Chine et en Inde) au profit de leur seul concurrent qui fabrique lui-même les équipements fournis par Fives ; ensuite, le ralentissement de l'économie chinoise, premier marché pour ce type d'applications, qui a fortement restreint la capacité des industriels nationaux à se financer et à investir, les conduisant à différer plusieurs grands projets de liquéfaction du charbon ; enfin, le décrochage du yen et la faiblesse du dollar, qui ont favorisé l'offre de la concurrence japonaise et américaine tout en imposant une pression à la baisse sur les prix. L'activité est en revanche restée porteuse dans le domaine des hydrocarbures, en Asie du Sud-Est, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient, ainsi que dans l'activité de vente de pompes cryogéniques, sur l'ensemble des marchés.

Sur le segment des systèmes de combustion industriels, malgré l'attention croissante portée à l'efficacité énergétique et environnementale dans les pays développés (durcissement des réglementations, optimisation des coûts), le Groupe a été affecté par le ralentissement de l'investissement industriel aux États-Unis et en Europe, en particulier dans le domaine des hydrocarbures et des installations thermiques pour la production d'électricité.

Sur le segment des équipements sucriers et de la bioénergie, le Brésil, premier producteur mondial, a réalisé une campagne sucrière record en 2012, créant ainsi une offre très supérieure à la demande. Les cours du sucre ont ainsi perdu 40% de leur valeur en deux ans, ce qui a fortement contraint les projets capacitaires. Parallèlement, la bonne tenue des cours en 2011 et 2012 avait conduit plusieurs industriels à anticiper un certain nombre d'investissements d'amélioration, en particulier dans les projets de raffinerie en Asie et chez les sucriers betteraviers en Europe. Ce contexte de marché a affecté l'activité commerciale du Groupe en 2013.

Enfin, sur le segment de la tuyauterie industrielle à haute performance, la réévaluation des travaux supplémentaires consécutifs aux nouvelles exigences imposées par les autorités

françaises de sûreté nucléaire sur le chantier de l'EPR de Flamanville a conduit à une nouvelle révision à la hausse du prix de vente des contrats en cours du Groupe. Dans le domaine de la maintenance, les premières commandes attendues dans le cadre des programmes «grand carénage» et «post-Fukushima» ont un effet encore limité. Fives a en revanche poursuivi son activité sur les contrats de maintenance récurrente du parc de centrales nucléaires français.

Au total sur le pôle énergie, les enregistrements de commandes s'affichent à 276M€, en baisse de 79M€ (-22%) par rapport à 2012. À l'exception du segment de la tuyauterie industrielle, l'ensemble des activités du pôle a été affecté par la détérioration des conditions de marché en 2013.

Ciment

L'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs, les broyeurs, les séparateurs de matière (à destination des industries du ciment et des minéraux), aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main.

Dans le domaine du ciment, les capacités de production existantes (hors Chine) ne sont utilisées qu'à 75%, malgré une consommation mondiale en croissance régulière. Si plusieurs appels d'offres ont été lancés dans les régions les plus porteuses (Asie du Sud-Est, Afrique, Moyen-Orient, Amérique du Sud), aussi bien par les grands cimentiers internationaux que par des producteurs nationaux, peu de décisions ont été confirmées au cours de l'année. Les nouvelles capacités cimenteries (hors Chine) contractées en 2013 devraient ainsi être à peine supérieures à celles de 2012 (40 millions de tonnes additionnelles), restant pour la seconde année consécutive au niveau de 2009, le plus bas depuis dix ans: l'atonie du marché aura donc été encore plus criante et durable qu'au plus fort de la crise. Fives est néanmoins parvenu à décrocher auprès de Lafarge un contrat d'ensemble pour un atelier de broyage aux Philippines, qui semble enfin annoncer le retour des investissements dans le secteur. Dans le domaine des équipements et des services, l'activité commerciale s'est maintenue à un bon niveau, dans la lignée de la tendance initiée en 2012: les marchés chinois et indiens étant toujours au ralenti, le Groupe s'est concentré sur les zones les plus porteuses où sa présence est traditionnellement forte, décrochant de nombreuses commandes dans le ciment et les autres minéraux (en particulier le ferro-nickel) en Amérique latine, en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

Les prises de commandes s'affichent ainsi à 102M€ en 2013, en progression de 18M€ (22%) par rapport à 2012, année pendant laquelle aucun contrat d'ensemble n'avait été mis en vigueur. Dans un marché encore marqué par la faiblesse des investissements, elles restent inférieures au chiffre de 2011, qui intégrait l'enregistrement d'une cimenterie complète au Brésil.

Aéronautique et usinage de précision

Le pôle aéronautique et usinage de précision propose des solutions d'usinage de pièces complexes de grande dimension et de dépose de composites, à destination de l'aéronautique et des biens d'équipements industriels pour les secteurs minier et des hydrocarbures notamment. Il regroupe les sociétés du sous-groupe Fives Machining Systems, acquis en 2013.

Dans le domaine de l'aéronautique, les grands avionneurs civils (Boeing, Airbus) ont chacun lancé des programmes d'extension de capacité de leurs avions mono-couloirs. L'année 2013 a néanmoins été marquée par le décalage de plusieurs investissements relatifs à la « seconde vague » de leurs nouveaux longs courriers, dont la montée en cadence de la production a été moins rapide que prévue malgré des carnets de commandes record. Enfin, les investissements sont restés limités en Chine, en Russie et au Brésil, du fait d'un contexte économique moins porteur que les années précédentes.

Dans le domaine des biens d'équipement industriels, la baisse des cours des métaux et le dérapage des coûts et des délais sur leurs projets en cours ont dégradé les retours sur investissements attendus par les grands donneurs d'ordre du secteur minier, qui ont en conséquence gelé toute décision d'investissement. Parallèlement, sur le marché des hydrocarbures, la baisse des cours du gaz (dans un contexte de transition énergétique avec l'arrivée des gaz de schiste) et la volatilité des cours du pétrole (liée aux incertitudes géopolitiques et au ralentissement des pays émergents les plus dynamiques) ont conduit les principaux acteurs à se montrer attentistes, malgré des perspectives très positives sur le moyen terme.

Au total, les enregistrements de commandes s'affichent à 78 M€ depuis la date d'acquisition par le Groupe (5 mois). De nombreuses décisions d'investissements attendues en 2013 ont été reportées à 2014.

1.4. PRINCIPAUX SUCCÈS COMMERCIAUX

En Amérique

États-Unis

Dans le domaine des systèmes automatisés de production, Fives a été sélectionné en mai par Chrysler pour la fourniture de deux lignes d'assemblage de boîtes automatiques 9 vitesses sur sa nouvelle usine de Tipton dans l'Indiana. Développé par Chrysler en partenariat avec ZF, ce modèle, qui équipera notamment la Jeep Cherokee, a été conçu pour optimiser la consommation de fuel et limiter les émissions de CO₂.

Dans le domaine de l'aéronautique, Fives a obtenu auprès d'un grand constructeur mondial plusieurs commandes de fraiseuses verticales 5 axes destinées à l'usinage de pièces complexes de grande taille sur trois de ses sites de production.

Dans le domaine de la combustion, Fives a été sélectionné en janvier par Metso Minerals Industries pour la fourniture d'un système de combustion à très faible émission d'oxyde d'azote (Ultra Low NOx LE) à destination de la nouvelle usine de pelletisation « greenfield » de Magnetation LLC dans l'Indiana, la première usine de ce type construite dans le pays depuis quarante ans. La technologie développée par le Groupe permet de réduire les émissions de plus de 95% par rapport aux autres technologies existantes.

Mexique

Dans le cadre du lancement de sa nouvelle génération de petits moteurs à gaz, baptisés « Ecotec », qui seront produits dans cinq de ses usines à travers le monde, General Motors a attribué à Fives une commande pour trois machines Landis LT2e qui auront pour fonction de rectifier les vilebrequins 3 et 4 cylindres sur le site de Toluca.

Guatemala

Dans le domaine du ciment et des minéraux, CGN, membre du groupe Solway, a sélectionné Fives pour la fourniture d'un système de combustion pour sa deuxième ligne de production de ferronickel située à El Estor au Guatemala, incluant les brûleurs et les systèmes d'alimentation en combustibles liquides et pulvérisés.

En Asie et en Océanie

Chine

Dans le domaine de l'acier plat, Fives a signé en janvier un contrat avec le groupe Beihai Chengde Stainless Steel pour la fourniture globale de trois laminoirs 20 HI. Ces équipements seront installés dans son usine implantée dans le sud de la Chine, dont la capacité de production est prévue entre 2,5 et 3 millions de tonnes par an.

Par ailleurs, Fives a mis en vigueur en décembre deux contrats sur le segment des fours de lignes. Le premier a été obtenu auprès de Baosteel dans le cadre de son projet d'usine « greenfield » à Zhanjiang. Fives a été sélectionné pour la conception et la fourniture d'un four vertical pour une ligne de recuit continu d'une capacité de production annuelle de 825 000 tonnes. Ce four, le neuvième commandé au Groupe par Baosteel depuis 2005, sera composé de 10 sections de refroidissement et de chauffage différentes, équipées de la technologie brevetée FlashCooling®, et traitera les aciers suivant des cycles thermiques sur plus de 95 passes verticales avec une longueur de bande totale à l'intérieur du four de 2,5 km. Le second contrat a été obtenu auprès de Baotou Iron & Steel Group pour la réalisation de deux fours verticaux de recuit continu. Ce projet apportera de nouvelles capacités en acier haut de gamme dans la province de Mongolie intérieure avec une capacité de production annuelle de 4 millions de tonnes. La mise en service est prévue courant du deuxième trimestre 2016.

Dans le domaine des systèmes d'usinage, Fives a signé en mai un contrat pour 13 machines de rectification de vilebrequins auprès de Fuda, fournisseur de second rang de l'industrie automobile. La conception de chaque machine est adaptée aux modèles spécifiques des clients finaux, incluant Cummins, MAN, Yuchai, Yangma, Volvo et GZ Automotive. En octobre, Fives a obtenu auprès de Volkswagen un contrat pour la fourniture de rectifieuses de vilebrequins à destination de la ligne de production de moteurs EA211 (nouvelle génération de moteurs compacts 1,0 à 1,6 litre) sur son site de Chengdu.

Dans le domaine de la cryogénie, Fives a signé en août un contrat avec Hangyang pour la fourniture de 53 pompes destinées à la réalisation de six unités de séparation des gaz de l'air pour le leader chinois de la liquéfaction du charbon, Shenhua Group. Cette commande s'inscrit dans l'excellente dynamique initiée par le Groupe avec cette société d'ingénierie, qui est devenue l'un de ses clients de référence.

Corée du Sud

Dans le domaine de la logistique, après avoir confié à Fives un premier contrat pour son terminal de Gunpo en 2012, CJ Korea Express a sélectionné le Groupe en mai pour la fourniture de trois centres de tri équipés de trieurs « SBIR cross belt » sur ses sites de Daejeon, Gwanak et Sangnok. D'une capacité totale de 81 000 pièces par heure, ces trieurs traiteront des expéditions vers 975 destinations.

Inde

Dans le domaine de l'acier plat, Fives a été choisi en décembre par le groupe Jindal Steel & Power Ltd (JSPL) pour la conception et la fourniture d'un four à longerons mobiles pour son site de Raigarh. Ce four fonctionnera à 100% de gaz de haut fourneau au moyen de brûleurs régénératifs, tout en étant équipé d'un système de secours au fuel. Cette commande fait suite à trois autres contrats réalisés par le Groupe ces dernières années pour ce client.

Japon

Dans le domaine de la logistique, après avoir confié à Fives l'automatisation de ses terminaux de Yokohama et Tokyo en 2011 et 2012, Sagawa Express a renouvelé sa confiance au Groupe en le sélectionnant en mars pour son centre de tri de Wangan Center à Osaka. Fives fournira deux trieurs « steel belt » d'une capacité totale de 17 000 colis par heure.

Philippines

Dans le domaine du ciment, Fives a mis en vigueur en juin une commande pour la livraison clés en main d'un atelier de broyage ciment auprès de Lafarge Republic Inc. sur son site de Teresa, dans la province de Rizal. Cet atelier, qui produira 850 000 tonnes de ciment par an, intégrera plusieurs équipements de process propriétaires développés par le Groupe: un broyeur FCB Horomill® visant à réduire la consommation électrique des cimenteries, un séparateur de 3^e génération TSV™, un filtre TGT™ et un générateur de gaz chauds.

En Europe

Allemagne

Dans le domaine de l'acier tubulaire, Fives a obtenu en décembre auprès de Vallourec une commande pour un hydrotesteur complexe, dont la fonction sera de tester des alliages spéciaux résistant à la corrosion au-delà de pressions supérieures aux standards industriels conventionnels.

France

Dans le domaine de la tuyauterie industrielle, Comex Nucléaire (groupe ONET SA) a confié à Fives un contrat de maintenance nucléaire de grande envergure portant sur les 20 tranches 1300 MW du parc nucléaire français. La commande concerne 8 centrales d'EDF (Paluel, Saint Alban, Flamanville, Cattenom, Belleville, Nogent, Golfech et Penly), les travaux de tuyauterie à réaliser s'étendant jusqu'en 2023.

Dans le domaine du sucre, Tereos a confié à Fives en janvier la fourniture d'une caisse d'évaporation à flot tombant d'une surface de 4 500 m² pour son usine de Chevrières. Cet équipement s'inscrit dans un projet ambitieux visant à la réduction des consommations énergétiques de l'usine.

Dans le domaine de la logistique, Schneider Electric a confié en mai à Fives l'automatisation complète de son nouveau site logistique d'Évreux. Pilotée par le WCS Trace®, l'installation sera dimensionnée pour un flux de 1 600 colis par heure. L'ensemble des zones de réception et d'expédition du site sera automatisé.

Royaume-Uni

Dans le domaine des systèmes automatisés de production, Jaguar Land Rover a attribué en janvier à Fives une commande pour la conception et l'installation d'un nouvel atelier de stockage de caisses en blanc dans l'ancien atelier peinture de son site de Solihull, d'une capacité totale de 1000 véhicules sur luges et produisant les modèles Range Rover, Range Rover Sport, Discovery, Defender et dérivés. Le contrat porte sur la fourniture d'un atelier d'une capacité de 500 000 unités et comprend les systèmes de convoyage et de séquençage entre l'atelier de ferrage et celui de mise en peinture.

En août, Jaguar Land Rover a renouvelé sa confiance à Fives en lui attribuant des contrats pour la conception et la réalisation de son nouvel atelier de montage final ainsi que la fourniture de tous les équipements de remplissage de fluides. Cet atelier, d'une cadence de 50 véhicules par heure, est créé pour la production du modèle actuel L494 (Range Rover Sport) et de nouveaux modèles dont le SUV CX17. Le châssis et la carrosserie de ces véhicules seront réalisés à 100% en aluminium. Le Groupe fournira l'ensemble des convoyeurs pour équiper la ligne principale, dont le système de mise en séquence des caisses entre peinture et montage.

Au Moyen-Orient, en Turquie et en Afrique

Bahreïn

Dans le domaine de l'aluminium, le producteur Alba a confié à Fives plusieurs commandes clés en main, comprenant une chaudière HTM et des vibrotasseuses pour ses besoins d'augmentation d'ampérage sur les lignes de production existantes, ainsi que des travaux d'augmentation de débit pour les centres de traitement des gaz.

Qatar

Dans le domaine de la cryogénie, suite aux investissements réalisés par sa filiale Gasal en association avec Qatar Petroleum sur le site de Ras Laffan, Air Liquide a attribué à Fives un contrat pour la fourniture de l'ensemble des échangeurs principaux de la nouvelle unité de production d'oxygène et d'azote, servant notamment à alimenter l'unité de GTL (Gas To Liquid) convertissant le gaz naturel en carburant liquide.

Turquie

Dans le domaine du verre, Düzce Cam, filiale du producteur Okan, a confié en mai à Fives un contrat pour la conception et la fourniture d'une seconde ligne de verre flotté de 800 tonnes par jour, deux ans après la mise en service réussie de la première ligne réalisée par le Groupe. Cet équipement intégrera la dernière technologie de fusion du verre L.E.M.[®], avec la fourniture d'un four de nouvelle génération à basse consommation.

1.5. PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

L'innovation est au cœur de la stratégie de Fives. Le Groupe intensifie son effort de Recherche et Développement année après année et y a consacré en 2013 un montant brut record de 28,1M€, qui s'inscrit en progression de 22% par rapport à 2012 (+16% à périmètre comparable).

La politique de dynamisation de la propriété intellectuelle menée dans le Groupe a conduit Fives à breveter 61 nouvelles innovations en 2013, contre 18 en 2012. Couplées aux brevets détenus par Fives Machining Systems et Fives OTO, elles portent ainsi à 504 le nombre d'inventions protégées (familles de brevets), au travers de 1784 brevets actifs dans le monde.

Les programmes en cours, particulièrement orientés vers l'éco-conception, l'optimisation des procédés, l'amélioration des performances énergétiques et les technologies numériques, se sont poursuivis en 2013, notamment au travers de projets réalisés en collaboration avec des clients clés ou des centres de recherche:

- Dans le domaine de l'énergie, le Groupe travaille au développement de nouveaux échangeurs à plaques et ondes en acier à haute température et/ou haute pression. Par ailleurs, un projet visant à mettre au point une solution innovante de stockage d'énergie électrique à base d'air comprimé (appelée NeriaLis), financé en partie par l'ADEME, a été lancé en partenariat avec le laboratoire CES de l'École des Mines et une jeune entreprise innovante (Storewatt).
- Dans le domaine de l'acier, le Groupe a poursuivi la mise au point de sa technologie de recuit rapide par induction à flux transverse avec la réalisation de deux nouvelles campagnes d'essai en collaboration avec deux grands producteurs mondiaux.
- Dans le domaine du sucre, le Groupe a finalisé le développement de l'outil informatique CAMEIO™ (Cane plant Model for Energy and Income Optimisation), permettant la simulation rapide et complète de l'ensemble des bilans massiques, thermiques et énergétiques d'une sucrerie de canne, ainsi que la recherche des points de fonctionnement optimum. Ce service, qui permet également d'arbitrer entre les différents produits (sucre, éthanol, électricité) en fonction des marchés et des cours, s'adresse aux décideurs ayant besoin d'une vision globale de leur outil industriel et de son potentiel économique. Par ailleurs, une analyse du procédé d'extraction du sucre de canne a été initiée en partenariat avec l'École des Ponts.

La politique d'innovation du Groupe vise par ailleurs à accélérer la mise sur le marché de technologies différenciantes dans toutes ses lignes de métiers:

- Dans le domaine des systèmes d'usinage, Fives a livré en 2013 sa première machine de rectification de pièces optiques à l'Instrument Research and Development Establishment (IRDE) de Dehradun en Inde. L'IRDE fait partie de l'organisation de la recherche et développement pour la défense (DRDO) indienne, et a pour fonction de concevoir et réaliser des systèmes optiques de vision nocturne et d'imagerie thermique, dont les applications peuvent aller des appareils portatifs aux satellites. Cette première machine, qui a été suivie par deux autres, a été présentée lors d'une conférence internationale majeure (ICOL 2014 the International Conference on Optics and Optoelectronics) et ouvre de nouvelles perspectives au Groupe dans le domaine de la rectification optique.
- Dans le domaine du verre, Fives a obtenu auprès de Mafic une première référence pour une unité visant à réduire la consommation d'énergie des fours lors de la production de fibre de basalte. Cette unité comporte un système de récupération de chaleur innovant qui permet d'économiser 10 à 15% de consommation de gaz. Ce projet constitue un pilote qui pourrait être déployé plus largement à partir de 2015.
- Dans le domaine de l'aéronautique, le Groupe a développé une unité de perçage portative avancée autonome, plus petite, plus légère et sobre énergétiquement, dont le design a été réalisé en portant une attention particulière à l'ergonomie d'utilisation par les opérateurs.
- Dans le domaine de la combustion, le Groupe a continué de développer sa gamme de produits à destination des champs pétrolifères. Des brûleurs ont été conçus afin de répondre aux spécificités des installations en Californie, au Moyen-Orient et en Chine. L'acquisition début 2014 de la société ITAS, spécialisée dans les équipements de combustion à destination de l'industrie des hydrocarbures, permettra à Fives de renforcer son positionnement sur ce marché.

1.6. PRINCIPALES MISES EN SERVICE

Dans le domaine de l'aluminium primaire, Ma'aden Aluminium, qui a démarré fin 2012 l'une des plus grandes usines de production au monde, a réceptionné les équipements installés par Fives, comprenant l'atelier de production d'anodes, le terminal de brai liquide, les centres de traitement des gaz de cuves et les fours de maintien d'aluminium en fusion. Le producteur indien Hindalco a pour sa part démarré avec succès sa nouvelle usine de Mahan, dont l'atelier de production d'anodes et les systèmes de chauffage et de régulation du four à cuisson des anodes ont été fournis par le Groupe. Enfin, le sidérurgiste chinois Angang a démarré et réceptionné une nouvelle unité complète de distillation et de reformage de brai de 200 000 tonnes par an fournie par Fives.

Dans le domaine de l'acier, l'année 2013 a également été marquée par la mise en service d'un grand nombre de lignes et d'équipements chez des clients de premier plan, concentrées pour l'essentiel sur le segment des lignes de process. South West Stainless Steel (SWSS), filiale du groupe Sichuan Jinguang, a ainsi mis en service une ligne de recuit décapage à chaud d'acier inoxydable d'une capacité de production de 700 000 tonnes par an. Il s'agit de la première ligne réalisée intégralement par Fives (à l'exception de la partie électrique), qui a conçu et fourni l'ensemble des équipements mécaniques et le four de recuit, ainsi que le décapage et le guidage de bande. Le Groupe a par ailleurs obtenu la réception du cinquième four de recuit vertical fourni à Shougang et dédié à la production d'acier de très haute qualité pour l'industrie de l'emballage alimentaire, ainsi que d'une ligne de recuit brillant fournie à Baoxin. Enfin, sur le segment du laminage, Fives a obtenu la réception de cinq laminoirs, dont trois en Chine (un pour Jisco, deux pour Wisco) et deux en Turquie (pour Posco Assan).

Dans le domaine de la logistique, le nouveau terminal logistique «géant» de Yamato Transport, Chronogate, situé aux abords de l'aéroport international Haneda à Tokyo et dont le centre de tri entièrement automatisé a été conçu et réalisé par Fives, a été inauguré en septembre. Le Groupe a également livré, en respectant des délais de réalisation particulièrement courts, plusieurs centres de tri à CJ Korean Express en Corée du Sud, pour ses terminaux de Gunpo, Daejeon, Gwanak et Sangnok. Enfin, en Europe, l'opérateur logistique allemand le plus important a démarré le centre de tri pilote réalisé par Fives en collaboration avec Siemens.

Dans le domaine de l'aéronautique, Fives a achevé avec succès la mise en service des premières machines de sa nouvelle génération de systèmes de dépose de composites (gamme Cincinnati Viper) pour pièces de fuselage. Ces machines accompagneront la montée en cadence de la «seconde vague» de production des Boeing 787.

1.7. DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DE SERVICES

Partout dans le monde, les clients exploitant des installations industrielles sont soumis à des exigences croissantes de fiabilité, de performance technique et d'optimisation économique. Au-delà des prestations de maintenance classiques que chaque filiale apporte, le développement de solutions de services visant à accompagner les clients dans cette évolution constitue pour le Groupe un moyen de renforcer son positionnement et la valeur ajoutée de son offre. Disposant d'une base installée importante à l'échelle mondiale, Fives bénéficie d'atouts majeurs pour développer cette activité à fort potentiel de croissance et résiliente car moins soumise aux cycles de marchés.

Sur divers segments, des offres complètes ont déjà été mises en place pour mieux apporter et valoriser le savoir-faire et l'expertise des équipes de Fives dans les phases d'exploitation. À titre d'exemple, le Groupe a développé une plate-forme de services dans l'aluminium au Moyen-Orient, où se sont réalisés les plus grands projets capacitaires de ces dix dernières années.

Dans ce contexte, une Direction des services a également été créée en début d'année, avec pour mission de renforcer les plans d'actions des différentes filiales par une approche coordonnée et une vision transverse, favorisant le développement de solutions adaptées aux besoins des clients.

L'acquisition de Fives Machining Systems, qui dispose d'une véritable «business unit» dédiée aux services alliant maîtrise du cycle de vie des machines de la base installée, couverture géographique et réactivité immédiate aux besoins des clients, s'inscrit par ailleurs pleinement dans la dynamique initiée par le Groupe et permettra le développement de synergies métier propres à l'activité de services.

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. PRINCIPES COMPTABLES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS. L'effet rétrospectif sur l'exercice 2012 du changement de méthode relatif à l'application d'IAS 19 révisée au 1^{er} janvier 2013 (décrit en note 3 des notes annexes aux comptes consolidés) n'a pas été retraité dans les chiffres ci-dessous. Les chiffres 2012 présentés correspondent donc à ceux publiés dans les comptes consolidés de l'exercice 2012, et non au comparatif retraité présenté dans les comptes consolidés de l'exercice 2013.

Les sous-groupes Fives Machining Systems et Fives OTO sont entrés en périmètre respectivement le 29 juillet (5 mois de consolidation en 2013) et le 30 septembre (3 mois de consolidation en 2013).

Les principaux agrégats du compte de résultat ont été affectés en 2013 par un effet de change très défavorable, du fait de l'appréciation du cours moyen de l'euro par rapport aux autres devises fonctionnelles utilisées par le Groupe, en particulier le dollar (1 euro = 1,33 dollar en 2013 contre 1,29 dollar en 2012), le yen (1 euro = 130 yens en 2013 contre 103 yens en 2012) et la livre sterling (1 euro = 0,85 livre en 2013 contre 0,81 livre en 2012).

2.2. RÉSULTATS DU GROUPE EN 2013

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2011	2012	2013	2013 périmètre historique	2013 périmètre et change constants
Chiffre d'affaires	1268,3	1507,9	1626,2	1495,4	1540,7
Marge brute	280,3	324,2	360,2	330,9	339,5
EBITDA (*)	99,0 7,8%	115,1 7,6%	133,0 8,2%	118,4 7,9%	122,3 7,9%
EBITA (*)	83,5	97,3	113,3	100,3	104,0
Résultat opérationnel courant (EBIT)	76,2	92,7	104,4	95,8	99,4
Résultat opérationnel	75,0	92,4	98,0	n.a.	n.a.
Résultat financier	(0,6)	(4,1)	(17,3)	n.a.	n.a.
Résultat avant impôt	74,4	88,2	80,7	n.a.	n.a.
Résultat net de l'ensemble consolidé	41,0	52,3	44,6	n.a.	n.a.
Résultat net (part du Groupe)	40,4	50,8	43,4	n.a.	n.a.
Fonds propres après résultat (part du Groupe)	244,8	244,8	291,7	n.a.	n.a.
Trésorerie au 31 décembre	239,2	265,6	242,4	n.a.	n.a.

(*) Le Groupe définit l'EBITDA et l'EBITA comme suit:

- L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, retraité des effets éventuels sur la marge brute des écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions.
- L'EBITA correspond au résultat opérationnel courant avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions, retraité des effets éventuels sur la marge brute des écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions.

Pour mémoire, les écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions impactent négativement la marge brute à hauteur de 0,3M€ en 2013 et 2,3M€ en 2011.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ

En millions d'€	2011	2012	2013
Automobile/Logistique	391,3	541,1	564,3
Métal (aluminium et acier)	474,9	527,3	461,5
Énergie	290,2	317,3	326,2
Ciment	111,9	122,2	170,0
Aéronautique et usinage de précision			104,2
Total	1268,3	1507,9	1626,2

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'affiche à 1626 M€ en 2013, record historique du Groupe, en hausse de 118 M€ (8%) par rapport à 2012. Cette variation inclut un effet périmètre de 131 M€ et un effet de change défavorable de 45 M€. A périmètre et change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit donc en légère hausse (32 M€ soit 2%). En termes de secteurs, la baisse d'activité observée dans le métal est compensée par la progression dans le ciment et l'automobile/logistique (pôle le plus affecté par les effets de change), l'énergie restant à un niveau stable par rapport à 2012.

EBITDA

L'EBITDA du Groupe s'élève à 133,0 M€ et s'affiche en hausse de 17,9 M€ (16%) par rapport à 2012. Cette variation inclut un effet périmètre de 14,6 M€ et un effet de change défavorable de 3,9 M€. À périmètre et change constants, l'EBITDA s'inscrit donc en hausse de 7,2 M€, soit 6%.

La marge d'EBITDA s'affiche pour sa part à 8,2%. Sur le périmètre historique, elle s'établit à 7,9%, soit 0,3 point au-dessus de 2012 (7,6%). Cette progression s'explique par l'amélioration de la marge brute (22,1% contre 21,5%), qui reflète globalement la qualité d'exécution des affaires. Les frais généraux sont pour leur part maîtrisés et restent stables à 15% du chiffre d'affaires.

Résultat opérationnel courant (EBIT)

Le résultat opérationnel courant du Groupe s'élève à 104,4 M€ et s'affiche en hausse de 11,7 M€. Cette progression est inférieure à celle de l'EBITDA, en raison principalement de l'effet des écritures d'allocation comptable du prix d'acquisition de Fives Machining Systems (4,4 M€, dont 4,1 M€ d'amortissement des immobilisations incorporelles reconnues à la date d'acquisition et 0,3 M€ de neutralisation des marges en stocks reconnues à la date d'acquisition).

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du Groupe s'élève à 98,0 M€, et inclut notamment une charge de 5,3 M€ liée aux frais d'acquisition de l'année (contre une charge de 0,3 M€ en 2012).

Résultat financier

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans) et aux IDR en France, le résultat de change, les revenus des participations, ainsi que les effets de terme des instruments dérivés de couverture de change et la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture.

Il s'affiche en perte de 17,3 M€, 13,2 M€ en dessous de la perte de 2012 (4,1 M€). Cette variation inclut des intérêts supplémentaires relatifs aux prêts bancaires bilatéraux mis en place par Fives dans le cadre des acquisitions, mais surtout une dégradation de 11,8 M€ du résultat de change.

Le résultat de change du Groupe intègre principalement les effets liés à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert (du fait de leur maturité longue) des prêts intragroupe en devises consentis par la société Fives:

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes Fives North American en 2008, Fives Bronx en 2010 et Fives Machining Systems en 2013 ;
- en livres sterling à la holding anglaise Fives UK Holding Ltd. fin 2012, dans le cadre de l'acquisition par celle-ci des filiales anglaises du Groupe.

Du fait de l'appréciation du cours de clôture de l'euro par rapport au dollar et à la livre sterling entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013, une perte de change de 10,0 M€ est constatée sur ces prêts en 2013, alors que la perte était de 1,1 M€ en 2012.

Il est cependant à noter que la perte de change de l'année (10,0 M€) se décompose en un gain net réalisé de 4,5 M€ et une perte nette latente de 14,5 M€. Depuis la mise en place de ces prêts, le Groupe a ainsi reconnu un gain de change cumulé de 6,7 M€ (dont 10,8 M€ de gain net réalisé et 4,1 M€ de perte nette latente).

Résultat net

La charge d'impôt totale (impôts courant et différé) de l'exercice s'élève à 36,1 M€, et reste stable par rapport à 2012 (35,9 M€). Elle comprend une charge d'impôt courant de 37,5 M€ (dont 4,7 M€ de CVAE, 14,7 M€ d'impôt sur les sociétés concernant les filiales du groupe français d'intégration fiscale et 18,1 M€ d'impôt sur les sociétés concernant des autres filiales du Groupe), ainsi qu'un produit d'impôt différé de 1,4 M€.

Le taux d'impôt apparent s'affiche donc à 45% en 2013. Il s'explique principalement par la comptabilisation de la CVAE en charge d'impôt et par l'absence de constatation d'un impôt différé actif sur les pertes fiscales de l'année réalisées par la société holding en France. Ces pertes étant plus importantes que l'an dernier (du fait de la perte de change décrite ci-dessus), le taux d'impôt apparent est plus élevé qu'en 2012 (41%).

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit donc à 44,6 M€. Il s'affiche en baisse de 7,7 M€ par rapport à 2012 (52,3 M€). Malgré la hausse de l'EBITDA (+17,9 M€), il est notamment affecté par les écritures d'allocation comptable du prix d'acquisition (-4,4 M€), l'augmentation des frais d'acquisition (-4,9 M€), le résultat de change (-11,9 M€) et la hausse du taux d'impôt apparent (-3,3 M€).

2.3. CONTRIBUTION DES PÔLES À LA PERFORMANCE DU GROUPE

AUTOMOBILE ET LOGISTIQUE

En millions d'€	2011	2012	2013
Commandes enregistrées	607,2	479,8	542,8
Carnet de commandes au 31 décembre	476,1	406,1	365,6
Chiffre d'affaires	391,3	541,1	564,3
EBITDA	33,1	53,2	54,5
Effectif au 31 décembre	1978	2191	2158

Dans l'automobile et la logistique, le chiffre d'affaires s'affiche en hausse de 23 M€ (+4%) malgré un effet de change défavorable de 35 M€, le très bon niveau d'enregistrements de commandes de l'année ayant permis d'effacer l'effet sur l'activité de l'année d'un carnet d'ouverture en baisse.

Le taux de marge d'EBITDA reste stable par rapport à 2012, à 9,7% (contre 9,8%). Le volume d'activité élevé depuis deux ans conduit par ailleurs le Groupe à afficher une profitabilité supérieure à 2011, grâce à une meilleure absorption des frais généraux.

MÉTAL

En millions d'€	2011	2012	2013	2013 périmètre historique
Commandes enregistrées	550,7	404,8	227,8	217,9
Carnet de commandes au 31 décembre	656,5	555,7	353,6	332,7
Chiffre d'affaires	474,9	527,3	461,5	434,8
EBITDA	40,0	36,2	37,9	33,5
Effectif au 31 décembre	1420	1435	1627	1365

À 462 M€, le chiffre d'affaires du pôle métal inclut la contribution sur trois mois de Fives OTO. A périmètre comparable, il s'affiche à 435 M€, en diminution de 92 M€ (17%) par rapport à 2012, incluant un effet de change défavorable de 6 M€. Cette baisse provient principalement du secteur de l'aluminium, dont l'activité de 2013 a été affectée par la faiblesse des enregistrements de commandes de 2012 et 2013, alors que le chiffre d'affaires 2012 (et dans une moindre mesure 2011) avait bénéficié du fort avancement sur les grands contrats enregistrés fin 2010 et début 2011 au Moyen-Orient.

Le taux de marge d'EBITDA s'établit à 8,2%. A périmètre comparable, il s'affiche à 7,7%, en amélioration de 0,8 point par rapport à 2012. Cette progression s'explique par le secteur de l'aluminium, qui bénéficie des bonnes conditions de réalisation de plusieurs contrats d'ensemble achevés ou en cours. Cet effet est néanmoins atténué par la performance dans le domaine de l'acier plat, où le Groupe subit

les effets de la pression à la baisse exercée depuis 2011 sur les marges à l'enregistrement, dans un contexte de marché difficile qui ne lui permet pas de retrouver la profitabilité affichée en 2011.

ÉNERGIE

En millions d'€	2011	2012	2013
Commandes enregistrées	272,7	355,2	276,3
Carnet de commandes au 31 décembre	217,4	249,9	199,1
Chiffre d'affaires	290,2	317,3	326,2
EBITDA	14,6	28,3	31,8
Effectif au 31 décembre	2106	2092	2176

Dans l'énergie, le chiffre d'affaires s'inscrit en légère augmentation de 9 M€ (+3%), incluant un effet de change défavorable de 3 M€. L'effet de la forte progression du carnet d'ouverture a été en partie atténué par le niveau plus faible des prises de commandes de l'année, qui a affecté l'activité du Groupe dans la mesure où les cycles de production sont en moyenne plus courts dans cette division.

Le taux de marge d'EBITDA s'affiche à 9,7%, en amélioration de 0,8 point par rapport à 2012 (8,9%) grâce à la progression observée sur le segment de la tuyauterie industrielle. Cette activité poursuit ainsi son redressement après une année 2012 à l'équilibre et une année 2011 en perte suite aux difficultés rencontrées sur les chantiers de constructions de centrales neuves en France, à l'image de l'ensemble de la filière. La profitabilité de 2011 était par ailleurs également affectée par un mix différent, et notamment une moindre contribution des segments de la cryogénie et du sucre sur lesquels les marges sont supérieures à celles constatées dans le domaine de la tuyauterie industrielle.

CIMENT

En millions d'€	2011	2012	2013
Commandes enregistrées	243,7	84,0	102,3
Carnet de commandes au 31 décembre	201,8	167,2	98,9
Chiffre d'affaires	111,9	122,2	170,0
EBITDA	20,1	10,3	14,6
Effectif au 31 décembre	500	596	584

Dans le ciment, le chiffre d'affaires s'affiche en forte hausse (+48 M€, soit +39%, avec un effet de change négligeable), malgré un carnet d'ouverture en baisse. Cette augmentation provient d'un contrat d'ensemble majeur en cours d'exécution, enregistré fin 2011 et dont l'écoulement s'accélère en 2013 avec les premières livraisons, après une année 2012 principalement consacrée aux études.

Le taux de marge d'EBITDA reste stable par rapport à 2012, à 8,6% (contre 8,4%). L'année 2011 avait pour sa part été marquée par une profitabilité très élevée du fait de l'achèvement de plusieurs contrats d'ensemble dans d'excellentes conditions.

AÉRONAUTIQUE ET USINAGE DE PRÉCISION

En millions d'€	2013 (5 mois)
Commandes enregistrées	78,0
Carnet de commandes au 31 décembre	108,0
Chiffre d'affaires	104,2
EBITDA	10,2
Effectif au 31 décembre	1042

Le pôle aéronautique et usinage de précision, consolidé sur cinq mois en 2013, a contribué au chiffre d'affaires du Groupe à hauteur de 104 M€. Il a affiché un taux de marge d'EBITDA de 9,8% sur la période.

3. PERSPECTIVES DU GROUPE

3.1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Bien que toujours fragiles, les perspectives apparaissent mieux orientées pour 2014. Le FMI prévoit ainsi une croissance mondiale de +3,7%, soit 0,7 point de plus qu'en 2013. L'impulsion devrait provenir principalement des États-Unis, portés par une demande intérieure robuste et par le relâchement de la pression fiscale consécutif au récent accord budgétaire, tandis que la politique monétaire devrait rester accommodante. Le coup de frein de 2013 semble donc conjoncturel et l'activité y reprend déjà avec vigueur, laissant enfin espérer la confirmation de la dynamique engagée en 2012. En zone euro, la situation pourrait se redresser, ou a minima se stabiliser, sous l'effet du ralentissement du rythme des actions de durcissement de la politique budgétaire. Enfin, la politique de relance menée par le Japon depuis plus d'un an ne pourra pas perdurer sur le moyen terme, ce qui conduira tôt ou tard à une réévaluation, même légère, du yen, et à rééquilibrer ainsi la concurrence.

En Chine, la dynamique observée fin 2013, marquée par une accélération des investissements, devrait se poursuivre en début d'année 2014, plusieurs décisions étant attendues au premier semestre. Néanmoins, et à moins d'adopter des mesures de relance vigoureuses, qui ne semblent pas être à l'ordre du jour, la croissance devrait ensuite s'y stabiliser, en partie du fait des mesures destinées à mieux réguler le marché du crédit. Le Groupe s'attend donc à partir du second semestre à une politique d'investissements moins expansionniste mais plus sélective dans ce pays.

De façon générale, les pays émergents bénéficieront du renforcement de la demande extérieure grâce à la reprise attendue dans les pays développés. S'ils devraient continuer d'afficher des taux de croissance élevés, le FMI anticipe cependant que leur part dans la croissance mondiale sera inférieure aux années précédentes. Dans un contexte où la demande intérieure ne parvient pas à s'affirmer et où l'incertitude demeure dans de nombreux pays quant à l'action des pouvoirs publics, le durcissement des conditions de financement, sous le double effet de la dévaluation des cours de change des devises locales face aux devises internationales (euro et dollar) et de la hausse des taux d'intérêts, continue d'affecter l'investissement local. De nombreux acteurs nationaux pourraient ainsi rencontrer des difficultés à concrétiser leurs projets, en Inde, en Amérique du Sud ou en Turquie. Seuls les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord devraient, si le contexte politique y reste stable, avoir suffisamment de moyens, au travers notamment de dépenses publiques.

Les besoins en termes d'équipements industriels restant malgré tout importants dans les pays émergents (démographie, urbanisation, infrastructures), cette situation pourrait profiter aux grands industriels internationaux, qui après avoir travaillé à assainir leurs bilans depuis la crise de 2009, bénéficient à nouveau de capacités d'investissement importantes. L'amélioration de l'environnement économique mondial devrait donc les conduire, en 2014, à sortir de l'attentisme dont ils ont fait preuve en 2013 et à confirmer leurs projets dans les secteurs les mieux orientés (ciment, hydrocarbures et aéronautique notamment), tout en poursuivant leurs programmes d'investissements dans les secteurs déjà porteurs (automobile, logistique).

3.2. PERSPECTIVES PAR LIGNES DE MÉTIERS

L'environnement commercial apparaît ainsi bien orienté dans toutes les lignes de métiers du Groupe, à l'exception du métal qui, même s'il a vraisemblablement touché un bas de cycle en 2013, ne devrait pas retrouver ses niveaux d'enregistrements historiques à court terme.

Automobile et logistique

Les tendances de marché restent positives pour 2014 dans l'automobile. De nombreux programmes d'investissements ont été annoncés, aussi bien dans les pays émergents (principalement en Chine, où Fives est très présent, mais également en Asie du Sud-Est, en Russie, en Europe de l'Est, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et au Mexique) que dans les pays développés (États-Unis, Royaume-Uni, Japon), seules quelques rares régions du monde (zone euro, Inde, et dans une moindre mesure Brésil) ne bénéficiant pas de cette dynamique. Historiquement proche des constructeurs américains et français, le Groupe a par ailleurs obtenu ces dernières années de beaux succès commerciaux qui lui ont permis de renforcer son positionnement auprès des grands clients européens (allemands, anglais, russes) et japonais, en bonne santé financière et engagés dans une dynamique d'investissements forte.

Dans le domaine de la logistique, le marché est également bien orienté, porté par des sous-jacents très favorables. Fives devrait bénéficier de la poursuite des programmes en cours chez les opérateurs postaux européens et australiens, les sociétés de messagerie américaines (en particulier Fedex) et les sociétés de transport japonaises et coréennes, pour lesquels il a déjà réalisé de nombreux projets les années précédentes. Le segment de la distribution offre par ailleurs de belles perspectives, en particulier en Europe.

Ciment

Dans le domaine du ciment, la demande toujours soutenue des pays émergents, conjuguée désormais à la montée en puissance de cimentiers nationaux ou régionaux dans les zones les plus peuplées (Asie du Sud-Est, Afrique du Nord et subsaharienne, Amérique du Sud) et à l'assainissement de la situation financière des grands donneurs d'ordre internationaux, devrait voir la reprise se confirmer enfin et les décisions se concrétiser en 2014, après deux années 2012 et 2013 particulièrement atones. Le Groupe est donc très confiant sur ses perspectives, d'autant qu'il a notamment d'ores et déjà mis en vigueur au premier trimestre 2014 deux commandes d'ensemble importantes (plus de 300 M€ au total), pour une cimenterie complète en Algérie et pour un nouvel atelier de broyage aux Philippines.

Énergie

Dans le domaine de l'énergie, les tendances de fond restent très bien orientées. Porté par les besoins croissants à l'échelle mondiale et le développement des produits de substitution au pétrole, le segment de la cryogénie devrait bénéficier dans les années à venir de la concrétisation de plusieurs projets de liquéfaction du charbon ou du gaz naturel, ainsi que des investissements croissants dans les gaz de schiste, même si les difficultés de marché observées en 2013 ne devraient s'effacer que progressivement. Dans les pays développés, les exigences accrues en termes d'efficacité énergétique et de réduction de l'empreinte environnementale des installations industrielles devraient continuer de mettre en valeur les technologies de Fives, notamment sur les segments de la combustion et des équipements sucriers. Enfin, le Groupe devrait bénéficier en France du renforcement de l'activité de maintenance nucléaire, sous l'effet des contrats «grand carénage» et «post-Fukushima» et de la définition par les agences de sûreté nucléaire de critères de plus en plus exigeants pour les centrales en production.

Aéronautique et usinage de précision

Dans le domaine de l'aéronautique, les deux principaux constructeurs mondiaux devraient confirmer en 2014 les programmes d'investissements relatifs à la «seconde vague» de leurs nouveaux longs courriers. À plus long terme, leurs carnets de commandes record devraient offrir de très belles perspectives pour les dix prochaines années. Dans le domaine de l'usinage de précision, le Groupe devrait bénéficier de la reprise attendue dans les hydrocarbures, au travers notamment des investissements relatifs aux gaz de schiste aux États-Unis.

Métal

Dans le domaine de l'aluminium, les cours devraient rester affectés par un déséquilibre entre l'offre et la demande, entretenu par deux facteurs : d'une part, la montée en puissance des installations récemment mises en service et la mise en production à venir des projets d'extension en cours devraient permettre d'absorber la croissance de la demande jusqu'en 2016 ; d'autre part, une partie des stocks actuellement bloqués dans des contrats financiers pourrait être libérée par les banques, générant ainsi un nouvel afflux d'aluminium sur le marché. Dans ce contexte, peu de nouveaux projets sont attendus en 2014, les grands producteurs mondiaux annonçant plutôt des investissements en 2015 et 2016.

Dans le domaine de l'acier, après le point bas de 2013, l'environnement commercial semble montrer des premiers signes d'amélioration, consécutifs notamment à la reprise des investissements en Chine où plusieurs appels d'offres en suspens redémarrent. Parallèlement, la Russie et l'Inde, peu actifs depuis plusieurs années, voient les grands sidérurgistes annoncer de nouveau quelques projets. Sur le segment des tubes, où la dynamique reste très positive sur le moyen terme, des investissements sont attendus en 2014 aux États-Unis (gaz de schiste) et en Russie, mais également au Brésil et au Mexique où le positionnement de Fives OTO est particulièrement fort.

3.3. FIVES ABORDE 2014 AVEC CONFIANCE

Fives termine l'année 2013 avec un carnet de clôture de 1125 M€, affecté facialement par le niveau des enregistrements de commandes de l'exercice, en particulier sur les contrats d'ensemble. Les sociétés acquises en 2013, aux cycles de production en moyenne plus courts que ceux des activités historiques, ont cependant contribué à modifier le profil du Groupe : alors que le chiffre d'affaires était traditionnellement majoritairement réalisé au travers de commandes déjà en carnet en début d'exercice, il devrait désormais refléter un mix plus équilibré entre commandes en carnet et enregistrements de l'année en cours.

Compte tenu de l'amélioration de l'environnement commercial et des perspectives du Groupe sur l'ensemble de ses lignes de métier, d'une part, et du nombre important de commandes d'ensembles initialement prévues en 2013 dont la mise en vigueur s'est déjà concrétisée au premier trimestre 2014 ou est attendue au second semestre, d'autre part, Fives reste confiant sur son niveau d'activité de 2014, même si celui-ci devrait, à périmètre comparable, être inférieur à 2013. L'effet sur les résultats devrait cependant être contrebalancé par une progression de la profitabilité, poursuivant la dynamique observée entre 2012 et 2013, grâce notamment au développement des activités de services. En termes de charge, la légère sous-activité anticipée dans le métal, où peu de commandes d'ensemble ont été mises en vigueur en 2013, devrait être absorbée par les besoins importants attendus dans le ciment.

L'intégration sur une année pleine de la contribution des sociétés acquises en 2013 conduira par ailleurs à la croissance de Fives, en termes de volumes mais également de profitabilité, ces activités présentant des taux de marge supérieurs à la moyenne historique du Groupe.

Après avoir fêté son bicentenaire en 2012, Fives a débuté en 2013 une nouvelle page de son histoire. Le Groupe continue de s'appuyer sur les points forts qui ont fait sa renommée historique : sa capacité à développer des technologies propriétaires innovantes et durables, renforçant son positionnement concurrentiel, couronnée cette année par un nombre record de dépôts de brevets, ainsi que par la mise sur le marché de technologies de rupture qui lui ouvrent de nouvelles perspectives de croissance ; son esprit pionnier, qui se reflète dans la diversité géographique de ses marchés et dans sa présence au plus près des territoires, au travers de ses bureaux de représentation (au Brésil, en Chine, en Inde, au Japon, au Mexique, en Russie, en Thaïlande, en Turquie, et depuis 2013 au Moyen-Orient et en Indonésie) ; sa culture d'entreprise, où éthique, responsabilité, respect des salariés, et tout particulièrement de leur santé et de leur sécurité, sont au cœur des préoccupations, à l'échelle mondiale.

Dans un monde plus « volatile, incertain, complexe et ambigu » que jamais, le modèle de Fives s'appuie par ailleurs sur une organisation souple et modulaire, capable d'agir rapidement et de s'adapter en permanence à un environnement changeant. Bâti sur une structure financière saine, le Groupe possède la capacité d'impulser de façon transverse et ciblée des actions stratégiques (développement de l'activité services, politique de croissance externe centrée sur les technologies et les complémentarités), tout en conservant la proximité du terrain et de ses clients au travers de structures à taille humaine, coordonnées par pôles et zones géographiques.

CARNET DE COMMANDES PAR MARCHÉ

En millions d'€	31.12.11	31.12.12	31.12.13
Carnet de commandes au 31 décembre	1551,8	1378,9	1125,2
Automobile/Logistique	476,1	406,1	365,6
Métal (aluminium et acier)	656,5	555,7	353,6
Énergie	217,4	249,9	199,1
Ciment	201,8	167,2	98,9
Aéronautique et usinage de précision			108,0
Total	1551,8	1378,9	1125,2

CARNET DE COMMANDES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.11	31.12.12	31.12.13
Amériques	448,7	392,2	269,3
Asie et Océanie	417,6	478,7	368,4
Europe	335,1	312,7	364,8
Moyen-Orient et Afrique	350,4	195,3	122,7
Total	1551,8	1378,9	1125,2
Dont économies matures	37%	33%	48%
Dont pays émergents	63%	67%	52%

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

LE DIRECTOIRE

Fives est dirigé par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance à deux au moins et cinq au plus.

Composé actuellement de quatre membres, le Directoire est en charge de la gestion de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans les seules limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Chaque membre du Directoire exerce, en outre, de façon plus spécifique la supervision d'une ou plusieurs divisions opérationnelles du Groupe ainsi que d'une ou plusieurs directions fonctionnelles de Fives.

À l'égard du Conseil de surveillance, le Directoire :

- présente un rapport trimestriel sur la marche du Groupe, étayé par un budget révisé pour l'année en cours, auquel s'ajoute, en fin d'année, le budget initial pour l'année suivante ;
- dans un délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, arrête les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives et les communique au Conseil de surveillance ;
- communique le rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire annuelle ;
- l'informe des problématiques spécifiques pouvant présenter un enjeu majeur pour le Groupe.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La nomination des membres du Directoire et leur rémunération interviennent dans les conditions prévues par la loi ; leur révocation est prononcée par l'Assemblée générale des actionnaires. Le Directoire est nommé pour une durée de six ans. Les fonctions de tout membre du Directoire cessent de plein droit au jour de leur 65^e anniversaire.

COMPOSITION DU DIRECTOIRE

Frédéric Sanchez, 54 ans, Président du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014. Son renouvellement sera proposé au Conseil de Surveillance de septembre 2014.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives. Administrateur de la Compagnie des Gaz de Pétrole Primagaz. Membre du Conseil de surveillance de Cameron France Holding SAS et de Holding d'Infrastructures des Métiers de l'Environnement SAS.

Martin Duverne, 57 ans, membre du Directoire en charge des divisions Énergie et Logistique.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014. Son renouvellement sera proposé au Conseil de Surveillance de septembre 2014.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Lucile Ribot, 47 ans, membre du Directoire.

Nommée à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014. Son renouvellement sera proposé au Conseil de Surveillance de septembre 2014.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Jean-Camille Uring, 63 ans, membre du Directoire en charge de la division Manufacturing Industries.

Nommé à cette fonction le 28 mars 2012, son mandat viendra à expiration le 29 septembre 2014. Son renouvellement sera proposé au Conseil de Surveillance de septembre 2014.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf en cas de fusion, conformément aux dispositions légales applicables.

Composé de six membres au 31 décembre 2013, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il se réunit au moins quatre fois par an pour examiner le rapport trimestriel que doit lui présenter ce dernier. Il vérifie et contrôle les documents afférents aux comptes sociaux et consolidés que lui remet le Directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

En 2013, il s'est réuni le 28 mars, le 25 juin, le 27 septembre et le 19 décembre.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi. Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'Assemblée générale détermine la rémunération éventuelle des membres du Conseil de surveillance. Le nombre de membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Conseil en fonction.

COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Philippe Reichstul, 65 ans, Président et membre du Conseil de Surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats :

Directeur général de Gestao Empresarial.

Partner de Semco Partner.

Jacques Lefèvre, 76 ans, Président d'Honneur et membre du Conseil de surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 20 décembre 2012 et le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats :

Administrateur de la Société Nationale d'Investissement Maroc.

Dominique Gaillard, 54 ans, Vice-président et membre du Conseil de Surveillance.

Nommé à ces fonctions respectivement le 28 mars 2014 et le 17 octobre 2012 (et renouvelé le 25 juin 2013). Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian France.

Lise Fauconnier, 48 ans, membre du Conseil de Surveillance.

Nommée à cette fonction le 17 octobre 2012, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Principaux autres mandats :

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Ardian France.

Jean-Georges Malcor, 57 ans, membre du Conseil de Surveillance.

Nommé à cette fonction le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats :

Directeur général et Administrateur de CGG.

Administrateur et membre du Comité d'audit et du Conseil de surveillance de STMicroelectronics.

Laurence Parisot, 54 ans, membre du Conseil de Surveillance.

Nommée à cette fonction le 25 juin 2013, son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

Principaux autres mandats :

Vice-présidente et membre du Directoire de l'IFOP.

Administratrice de BNP Paribas.

Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie Générale des Etablissements Michelin.

Administratrice de la Coface.

Présidente d'honneur du Medef.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par différents comités.

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Pour l'assister dans ses décisions, le Directoire a institué un Comité exécutif qui est composé des membres du Directoire ainsi que des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Organe de concertation, recommandations et exécution, le Comité exécutif se réunit pour instruire les dossiers et aider le Directoire à arrêter les décisions relevant de sa compétence. Il étudie les propositions d'amélioration émises par les Comités d'orientation et de coordination. Il assure également la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques du Groupe.

Le Comité exécutif se réunit au moins quatre fois par an, dans une composition resserrée ou élargie en fonction des thèmes à traiter.

Gouvernement d'entreprise

Au cours de l'année 2013, il s'est réuni le 13 février, le 29 mars, le 24 juin, le 23 septembre et le 13 décembre et a débattu des principaux sujets suivants :

- formation des résultats consolidés ;
- ressources humaines ;
- développement du dispositif commercial à l'international ;
- communication interne et externe ;
- politique marketing/architecture de marque du Groupe/FivesWay/Observatoire Fives des « Usines du Futur » ;
- développement d'une activité « Service » ;
- développement d'une mission « Douane et Logistique » ;
- politique innovation ;
- suivi des actions en matière de « Responsabilité Sociale d'Entreprise ».

COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Daniel Brunelli-Brondex, 53 ans,
Directeur Pays Inde.

Benoît Caratgé, 60 ans,
Directeur de la division Acier/Verre.

Jean-Marie Caroff, 52 ans,
Directeur du développement international.

Alain Cordonnier, 53 ans,
Directeur de la division Ciment.

Michel Dancette, 60 ans,
Directeur innovation et prospective.

Sylvain Dulude, 51 ans,
Directeur Pays Amérique du Nord.

Jean-Paul Sauteraud, 62 ans,
Directeur juridique.

Michelle XY Shan, 48 ans,
Directeur Pays Chine.

Paule Viallon, 48 ans,
Directeur des ressources humaines.

Hugues Vincent, 58 ans,
Directeur de la division Aluminium.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même pays (ou région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- anime, le cas échéant, le Comité d'orientation dudit pays ;
- est le correspondant privilégié des services fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du pays ;
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées ;
- informe Fives des difficultés d'application de ses instructions et directives dues notamment aux particularismes locaux ;
- relaie Fives dans le processus d'intégration des sociétés nouvellement acquises ;
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du pays avec celles-ci ;
- est une force de proposition sur les synergies pays.

LES COMITÉS D'ORIENTATION

Le Directoire a institué des Comités d'orientation par zone géographique dont la vocation première est d'être le creuset de la créativité du Groupe.

Ces Comités, rassemblant, par zone géographique, des directeurs généraux de filiales, ainsi que certains responsables des départements fonctionnels de Fives et/ou du pays concerné, créent de la transversalité régionale et assurent une proximité des organes de direction du Groupe avec les besoins opérationnels.

La composition des Comités d'orientation est fixée par le Président du Directoire en début d'année pour l'année à venir, en fonction des enjeux et priorités stratégiques.

Mise en œuvre dès 2012 sur les zones France, Amérique du Nord et Chine, l'organisation de tels comités s'étendra ultérieurement à d'autres pays, en accompagnement du développement du Groupe.

Les Comités d'Orientation se réunissent trois à quatre fois par an.

LE COMITÉ DE COORDINATION

Le Directoire, souhaitant renforcer la transversalité fonctionnelle, a créé le Comité de coordination, composé de l'ensemble des Directeurs de départements fonctionnels de Fives, dont la vocation est :

- d'accompagner globalement les filiales du Groupe dans leur développement ;
- de relayer la communication informelle ;
- d'assurer la cohérence des politiques et mesures préconisées.

Le Comité de coordination se réunit deux à trois fois par an.

LE COMITÉ DES COMPTES

Le Comité des comptes, organe d'information du Conseil de surveillance, est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des comptes.

Lise Fauconnier, membre du Comité des comptes.

Jacques Lefèvre, membre du Comité des comptes.

Assistent également à ce Comité, le Président du Directoire, le Directeur financier, le Directeur du contrôle financier Groupe, le Directeur de la Consolidation, la Trésorière Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes de la société.

Sa mission consiste principalement à :

- examiner et évaluer les documents financiers diffusés par Fives dans le cadre de l'arrêté de ses comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- donner un avis au Conseil de surveillance sur les éventuelles modifications des principes et règles comptables mises en œuvre ;
- examiner les modalités d'exercice du contrôle interne et externe en rapport avec les comptes consolidés de la société.

Le Comité des comptes se réunit au moins deux fois par an. En 2013, il s'est réuni le 28 mars et le 27 septembre.

LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de proposer au Conseil de surveillance la nomination des membres du Directoire, le renouvellement éventuel de ces derniers, ainsi que le montant de leur rémunération.

Il est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Dominique Gaillard, Président du Comité des nominations et des rémunérations.

Jean-Georges Malcor, membre du Comité des nominations et des rémunérations.

En 2013, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni le 28 mars.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et les règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité ainsi que le comportement des personnels, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par pôle d'activité ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe, d'un Manuel de directives et recommandations, constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs généraux et Directeurs généraux délégués (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

- Ernst & Young et Autres, représenté par Marc Stœssel. Commissaire aux comptes titulaire, nommé le 27 juin 2012.
- Deloitte & Associés, représenté par Pascal Colin. Commissaire aux comptes titulaire, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- Auditex, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- Beas, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes individuels et consolidés annuels. Les comptes individuels et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élevé au 31 décembre 2013 à 102 723 764€. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47€ de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social n'a fait l'objet d'aucune évolution au cours de l'exercice 2013.

Actionnariat

Le principal actionnaire de Fives au 31 décembre 2013 est la société FL Investco. Sa participation dans le capital social s'élevé à 99,99%.

Plan d'options d'achat d'actions et attribution gratuites d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2013, de plan d'options d'achat d'actions ou d'attribution gratuites d'actions qui auraient été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

L'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2011 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 98 352 540€, soit 45€ par action.

Ce montant a été mis en paiement le 15 décembre par inscription en compte courant à hauteur de 78 682 032€, et le 16 décembre par versement du solde, soit 19 670 508€. Ce compte courant a été intégralement soldé par compensation de créances dans le cadre de la libération de l'augmentation de capital intervenue le 15 décembre 2011.

L'Assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2012 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 39 996 699,60€, soit 18,30€ par action.

Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2013.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 27-29 rue de Provence, 75009 Paris.

Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance depuis le 13 septembre 2001.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines de l'industrie et notamment dans les domaines liés à la production et à l'utilisation de l'énergie, à la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier, du sucre et de produits chimiques, à l'industrie manufacturière (automobile, aéronautique, logistique...) et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Répartition statutaire des bénéfices

(résumé de l'article 23 des statuts)

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

La mise en paiement des dividendes ou d'acomptes sur dividendes s'effectue selon les modalités prévues par la loi.

Conditions de tenue des Assemblées générales

(résumé des articles 18, 19 et 21 des statuts)

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le Conseil aura désigné à cet effet.

L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales.

Les Assemblées générales délibèrent et décident valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Le droit de vote est exercé par les usufruitiers dans les Assemblées ordinaires et par les nus-propriétaires dans les Assemblées extraordinaires.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires sans exception. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, tenu au siège social.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux d'Assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les actionnaires au siège social.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	32	3. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES	46
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL.....	33	4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE	47
BILANS CONSOLIDÉS.....	34	5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION.....	48
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS.....	36	5.1. Acquisitions de Fives Machining Systems et de Fives Forest-Liné	48
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	37	5.2. Acquisition de Fives OTO.....	49
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	38	5.3. Proforma.....	51
1. PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	38	5.4. Autres mouvements de périmètre.....	51
2. PRINCIPES COMPTABLES.....	38	6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS.....	52
2.1. Déclaration de conformité.....	38	6.1. Information par secteur opérationnel.....	52
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés.....	39	6.2. Chiffre d'affaires.....	54
2.3. Présentation des états financiers.....	39	6.3. Charges de personnel et effectifs.....	55
2.4. Méthodes de consolidation.....	39	6.4. Frais de recherche et développement	55
2.5. Jugements et estimations significatifs	39	6.5. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	55
2.6. Transactions en devises étrangères.....	40	6.6. Résultat financier.....	56
2.7. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro.....	40	6.7. Charge d'impôt	56
2.8. Information sectorielle.....	41	6.8. Écarts d'acquisition	58
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	41	6.9. Immobilisations incorporelles.....	58
2.10. Frais de recherche et développement	41	6.10. Immobilisations corporelles	59
2.11. Immobilisations incorporelles.....	42	6.11. Actifs financiers courants et non courants.....	60
2.12. Immobilisations corporelles	42	6.12. Stocks et travaux en cours.....	61
2.13. Contrats de location-financement.....	42	6.13. Contrats de construction.....	61
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles.....	42	6.14. Créances clients.....	62
2.15. Actifs financiers (hors instruments dérivés).....	43	6.15. Autres actifs courants.....	63
2.16. Passifs financiers (hors instruments dérivés).....	43	6.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie	63
2.17. Instruments dérivés	44	6.17. Tableau des flux de trésorerie	64
2.18. Reconnaissance du chiffre d'affaires.....	44	6.18. Capitaux propres.....	64
2.19. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction).....	45	6.19. Provisions courantes et non courantes	65
2.20. Trésorerie et équivalents de trésorerie	45	6.20. Passifs financiers courants et non courants	69
2.21. Provisions	45	6.21. Autres passifs courants et non courants	71
2.22. Engagements en matière de retraites.....	45	6.22. Contrats de location.....	71
2.23. Provision pour médailles du travail	46	6.23. Gestion des risques financiers	72
2.24. Impôts sur les résultats.....	46	6.24. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories.....	76
		6.25. Engagements hors bilan	76
		6.26. Parties liées.....	76
		6.27. Honoraires des commissaires aux comptes.....	77
		6.28. Événements postérieurs à la clôture.....	77
		6.29. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2013	78

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2013	2012*
Chiffre d'affaires	6.2	1 626 213	1 507 878
Coût des ventes		(1 265 766)	(1 183 727)
Ajustement de juste valeur des encours de production des acquisitions		(296)	
Marge brute		360 151	324 151
Frais commerciaux		(85 124)	(76 305)
Frais administratifs		(135 200)	(127 932)
Frais de recherche et développement	6.4	(23 700)	(20 673)
Participation et intéressement des salariés		(5 411)	(3 748)
Autres produits et charges opérationnels		2 323	1 916
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	6.5	(8 625)	(4 584)
Résultat opérationnel courant		104 415	92 825
Coûts de restructuration		(835)	(698)
Pertes de valeur			
Résultat de cessions et frais d'acquisition		(5 531)	389
Résultat opérationnel		98 049	92 516
Coût de l'endettement financier net	6.6	(1 733)	(160)
Autres produits et charges financiers	6.6	(15 600)	(4 731)
Résultat financier		(17 333)	(4 891)
Résultat avant impôt		80 716	87 625
Charge d'impôt	6.7	(36 128)	(35 735)
Résultat net de l'ensemble consolidé		44 588	51 890
Part du groupe Fives		43 444	50 377
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1 144	1 513
Résultat net par action (en euros)		19,88	23,74

*Les données de l'exercice 2012 ont été retraitées suite au changement de méthodes comptables lié à l'application d'IAS19 révisée (cf note 3).

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	2013	2012*
Résultat net de l'ensemble consolidé	44 588	51 890
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	792	(74)
Impôts différés sur la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(277)	39
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	11	(12)
Impôts différés sur la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(4)	5
Variation des écarts de conversion	(4 907)	(2 802)
TOTAL Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(4 385)	(2 844)
Gains et pertes actuariels	8 816	(8 881)
Impôts différés sur les pertes et gains actuariels	(2 065)	2 445
TOTAL Éléments non recyclables ultérieurement en résultat	6 751	(6 436)
Résultat global	46 954	42 610
Attribuable:		
- Groupe	45 763	40 924
- Participations ne donnant pas le contrôle	1 191	1 686

*Les données de l'exercice 2012 ont été retraitées suite au changement de méthodes comptables lié à l'application d'IAS19 révisée (cf note 3)

BILANS CONSOLIDÉS**ACTIFS**

En milliers d'euros	Notes	31.12.13	31.12.12*
Écarts d'acquisition	6.8	200 131	124 774
Immobilisations incorporelles	6.9	101 305	30 710
Immobilisations corporelles	6.10	163 390	116 942
Actifs financiers non courants	6.11	7 889	7 276
Impôts différés actifs	6.7	32 147	21 173
Actifs non courants		504 862	300 875
Stocks et travaux en cours	6.12	195 503	167 415
Contrats de construction - montants à l'actif	6.13	81 618	90 539
Créances clients	6.14	353 026	334 866
Autres actifs courants	6.15	53 822	72 200
Actifs financiers courants	6.11	5 626	2 575
Actifs d'impôts courants		16 064	5 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.16	245 388	266 848
Actifs courants		951 047	940 097
Total actif		1 455 909	1 240 972

*Les données au 31 décembre 2012 ont été retraitées suite au changement de méthodes comptables lié à l'application d'IAS19 révisée (cf note 3).

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Notes	31.12.13	31.12.12*
Capital social		102 724	102 724
Primes et réserves consolidées		139 970	82 037
Écarts de conversion		2 560	7 518
Résultat net part du Groupe		43 444	50 377
Capitaux propres - Part du Groupe		288 698	242 656
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		3 021	2 376
Capitaux propres	6.18	291 719	245 032
Provisions non courantes	6.19	58 682	56 061
Passifs financiers non courants	6.20	169 727	30 984
Autres passifs non courants	6.21	1 883	2 038
Impôts différés passifs	6.7	9 714	6 321
Passifs non courants		240 006	95 404
Provisions courantes	6.19	112 028	94 045
Passifs financiers courants	6.20	71 738	56 972
Contrats de construction - montants au passif	6.13	225 742	261 103
Fournisseurs et comptes rattachés		263 625	251 497
Dettes d'impôts courants		20 166	13 814
Autres passifs courants	6.21	230 885	223 105
Passifs courants		924 184	900 536
Total passifs et capitaux propres		1 455 909	1 240 972

*Les données au 31 décembre 2012 ont été retraitées suite au changement de méthodes comptables lié à l'application d'IAS19 révisée (cf note 3).

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2013	2012*
Trésorerie à l'ouverture		265 563	239 238
Opérations d'exploitation			
Résultat net total des sociétés consolidées		44 588	51 890
Élimination de la variation des provisions non courantes		(1 523)	321
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations	6.5	28 243	22 447
Élimination des plus ou moins values de cession et frais d'acquisition		5 320	(944)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		16 327	(1 486)
Élimination de la charge/(produit) d'impôt	6.7	36 128	35 736
Élimination du coût de l'endettement financier net	6.6	1 733	160
Capacité d'autofinancement		130 816	108 123
Variation du BFR liée à l'activité	6.17	1 286	4 655
Impôts sur les sociétés payés		(36 234)	(35 828)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		95 868	76 950
Opérations d'investissements			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(22 460)	(28 534)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		334	3 435
Variation des actifs financiers		405	16 116
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	5.1	(211 437)	(696)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(233 158)	(9 679)
Opérations de financement			
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle			(625)
Dividendes versés par la société mère			(39 998)
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(543)	(593)
Variation des dettes financières		127 645	3 459
Intérêts financiers nets décaissés		267	(627)
Flux de trésorerie sur opérations de financement		127 368	(38 384)
Incidence de la variation des cours de change		(13 238)	(2 562)
Variation de trésorerie		(23 159)	26 325
Trésorerie à la clôture	6.17	242 404	265 563

*Les données de l'exercice 2012 ont été retraitées suite au changement de méthodes comptables lié à l'application d'IAS19 révisée (cf note 3).

Les décaissements liés aux acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise s'élèvent respectivement à 154 M€ pour Fives Machining Systems et Fives Forest-Liné et 57 M€ pour Fives OTO (cf note 5.1).

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2013 retraités	102 724	148 366	(15 966)	7 517	(7)	22	242 656	2 376	245 032
Résultat net de la période		43 444					43 444	1 144	44 588
Autres éléments du résultat global			6 697	(4 900)	7	515	2 319	47	2 366
Résultat net et autres éléments du résultat global		43 444	6 697	(4 900)	7	515	45 763	1 191	46 954
Distribution de dividendes								(543)	(543)
Augmentation de capital								(3)	
Autres variations		336		(57)			279		276
Capitaux propres au 31.12.2013	102 724	192 146	(9 269)	2 560		537	288 698	3 021	291 719
En milliers d'euros	Capital	Primes, réserves et résultat consolidés	Écarts actuariels sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012	102 724	141 503	(10 204)	10 716		57	244 796	848	245 644
Effet rétroactif des amendements IAS 19		(2 248)	465				(1 783)	(14)	(1 797)
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2012 retraités	102 724	139 255	(9 739)	10 716		57	243 013	834	243 847
Résultat net de la période		50 377					50 377	1 513	51 890
Autres éléments du résultat global			(6 241)	(3 170)	(7)	(35)	(9 453)	173	(9 280)
Résultat net et autres éléments du résultat global		50 377	(6 241)	(3 170)	(7)	(35)	40 924	1 686	42 610
Distribution de dividendes		(39 998)					(39 998)	(593)	(40 591)
Augmentation de capital								448	
Autres variations		(1 268)	14	(29)			(1 283)		(835)
Capitaux propres au 31.12.2012 retraités	102 724	148 366	(15 966)	7 517	(7)	22	242 656	2 376	245 032

Les données de l'exercice 2012 ont été retraitées suite au changement de méthodes comptables lié à l'application d'IAS19 révisée (cf note 3).

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Fives (la « Société ») est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 27-29 rue de Provence, 75009 Paris (France).

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles la Société exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les sociétés du groupe Fives ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Ces comptes ont été établis sous la responsabilité du Directoire qui les a arrêtés le 26 mars 2014. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale qui aura lieu le 27 juin 2014.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos au 31 décembre 2013 ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2013. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Le Groupe applique, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2013, les normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2013 :

- révision d'IAS 19 « Avantages au personnel » ;
- amendements à IAS 12 « Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents » ;
- IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » ;
- amendements à IFRS 7 « Informations à fournir - compensation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- amendements à IAS 1 « Présentation des autres éléments du Résultat global » ;
- améliorations annuelles 2009-2011.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants dont l'approbation par l'Union européenne a eu lieu, mais dont l'application n'a été rendue obligatoire par l'Union européenne qu'à compter du 1^{er} janvier 2014 :

- IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Partenariats » ;
- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 27 R « États financiers individuels » ;
- IAS 28 R « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » ;
- Amendements à IFRS 10, 11, 12 « dispositions transitoires ».

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants également approuvés par l'Union européenne et d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2014 :

- amendements à IAS 32 « Compensation des actifs financiers et des passifs financiers » ;
- amendements à IAS 36 « Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers » ;
- amendements à IAS 39 et IFRS 9 « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ».

En outre, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants qui devraient faire l'objet d'une approbation par l'Union européenne au plus tôt en 2014 :

- IFRS 9 et compléments « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers) ;
- amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » ;
- IFRIC 21 « droits ou taxes » ;
- amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 : « entités d'investissement »
- améliorations annuelles 2010-2012 ;
- améliorations annuelles 2011-2013.

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2013 n'intègrent donc pas les éventuels impacts de ces normes. Le Groupe en étudie actuellement les impacts potentiels sur ses comptes.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm#adopted-commission.

2.2. BASES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

2.3. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En application de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il y a présomption de contrôle exclusif lorsque la détention des droits de vote, directe et indirecte, est supérieure à 50 %. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences des transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales et entreprises associées est présentée en note 6.29.

2.5. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS SIGNIFICATIFS

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitudes liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-après.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de construction et de services à long terme et provisions y afférentes

Le chiffre d'affaires et la marge brute des contrats de construction et contrats de services à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative à terminaison, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation.

Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur.

Les autres actifs non financiers amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 2.14 «Pertes de valeurs des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles».

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions.

L'évaluation des régimes de pensions ne relevant pas des indemnités de fin de carrière en France est réalisée par des prestataires externes. En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.6. TRANSACTIONS EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 «Effet des variations des cours des monnaies étrangères», les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.7. CONVERSION DES COMPTES DES SOCIÉTÉS HORS ZONE EURO

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante:

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres sur la ligne «Écarts de conversion».

2.8. INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels retenus pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base du reporting interne utilisé par le Directoire afin d'allouer les ressources aux différents secteurs et d'évaluer leurs performances. Il n'y a pas de regroupements de secteurs.

Le Directoire est le «principal décideur opérationnel» du Groupe au sens d'IFRS 8.

Les méthodes utilisées pour mesurer les indicateurs clés de chaque secteur lors de l'élaboration du reporting interne sont identiques à celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés.

L'information par secteur opérationnel est présentée en note 6.1.

2.9. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCARTS D'ACQUISITION

Conformément à la norme IFRS 3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif:

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle (à l'exception des actifs ou des passifs d'impôt différé et des actifs ou des passifs liés aux avantages des membres du personnel, qui sont comptabilisés et évalués conformément à IAS 12, Impôts sur le résultat, et à IAS 19, respectivement) ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel). Cette option est ouverte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre:

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris évalués à leur juste valeur.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit «complet».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition négatif est comptabilisé directement au compte de résultat sur la ligne «autres produits et charges opérationnels». Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 «Dépréciation d'actifs», ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les éventuelles pertes de valeur sont enregistrées sur la ligne «pertes de valeur» du compte de résultat.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises:

- À compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté, dans la mesure du possible, à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises.
- Tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat.
- Les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période sur la ligne «résultat de cessions et frais d'acquisitions» du compte de résultat.
- Toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et est comptabilisée selon IAS 27 directement en capitaux propres.
- En cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés.
- En cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.10. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes, requises par la norme IAS 38, sont simultanément remplies:

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;

- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

Ces conditions n'étant pas réunies pour les projets de développement en cours sur les périodes présentées, aucune dépense n'a été immobilisée.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France. Ces crédits d'impôt sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant sur la ligne «frais de recherche et développement». Ils sont comptabilisés conformément à IAS 20 «Subventions».

2.11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (1 à 5 ans).

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles, à l'exception des marques, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte le cas échéant de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires. Leurs durées d'utilité sont en général comprises entre 5 et 10 ans.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées sur la ligne «amortissements des incorporels liés aux acquisitions» du compte de résultat consolidé.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction: 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre: 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques: 15 à 20 ans ;
- agencements: 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines: 15 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages: 5 à 15 ans.

2.13. CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; en contrepartie, il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

2.14. PERTES DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION, IMMOBILISATIONS INCORPORELLES OU CORPORELLES

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur au travers d'un test de dépréciation :

- pour les actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée et les écarts d'acquisition: à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs: dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise,...).

Les UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie.

Pour les besoins du management, les écarts d'acquisition résultant de regroupements d'entreprises sont suivis au niveau des secteurs d'activité tels que décrits en note 6.1. Ces écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital du Groupe et est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses retenues sont détaillées en note 6.8.

Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

2.15. ACTIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêtés comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Actifs disponibles à la vente	Juste valeur	Capitaux propres
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur	Juste valeur	Résultat

Prêts et créances, actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation. Ils incluent notamment les créances rattachées à des participations, les prêts au titre de l'effort de construction et les cautions et dépôts de garantie donnés.

Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Actifs disponibles à la vente

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

2.16. PASSIFS FINANCIERS (HORS INSTRUMENTS DÉRIVÉS)

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

2.17. INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises, le cas échéant, par la souscription de polices COFACE change.

Dans le cas de la couverture du risque de taux, il s'agit principalement de swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché à la date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés désignés de couverture de flux de trésorerie qui est comptabilisée dans les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- l'efficacité de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La majorité des dérivés de taux et de change utilisés par Fives sont qualifiés d'instruments de couverture.

Le Groupe retient la typologie de couverture suivante :

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

La méthode de couverture de juste valeur est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couvertures de change.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturés. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couverture de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couverture comptable.

2.18. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires est composé des revenus des contrats de construction, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités du Groupe.

Contrats de construction

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction ou de finalité. Les contrats de construction présentent un degré de complexité et/ou d'intégration élevé, impliquant généralement la réalisation d'études spécifiques. Les revenus sont liés à l'atteinte de performances garanties dans des délais définis contractuellement.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés selon la méthode de l'avancement, au fur et à mesure de l'exécution des contrats. Le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat est déterminé par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison. La marge à terminaison est estimée sur la base d'analyses des coûts et des recettes à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

Pour chaque contrat de construction, le montant cumulé des coûts encourus à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué du montant des facturations intermédiaires ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées, est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique « Contrats de construction – montants à l'actif ». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique « Contrats de construction – montants au passif ».

L'excédent des facturations émises sur les encaissements reçus figure en créances clients.

Le stade de 100 % d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Ventes de biens et prestations de services

La comptabilisation des ventes de biens et des prestations de services relève de la norme IAS 18 qui précise les critères de reconnaissance du revenu :

- les produits d'une vente de biens, tels les équipements ou les machines isolés, sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété du matériel ;
- les produits relatifs à une prestation de services sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

2.19. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS (HORS CONTRATS DE CONSTRUCTION)

Les stocks et travaux en cours (hors contrats de construction) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production.

Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.21. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats de construction en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques « Contrats de construction – montants à l'actif » ou « Contrats de construction – montants au passif ».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts.

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats de construction sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

Les provisions sont détaillées en note 6.19.

2.22. ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITES

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à IAS 19 - Avantages au personnel.

La charge de l'exercice, correspondant au coût des services rendus et des services passés (lorsqu'une modification de régime intervient), ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régimes de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la désactualisation de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.23. PROVISION POUR MÉDAILLES DU TRAVAIL

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.24. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises)

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la CVAE pour les entreprises françaises, est un agrégat intermédiaire de résultat net. Il comptabilise donc la CVAE comme un impôt sur les résultats.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour les tests de dépréciation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

3. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Depuis le 1^{er} janvier 2013, le Groupe applique IAS 19 révisée - Avantages au personnel, texte publié par l'IASB en juin 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

L'application de cet amendement constitue un changement de méthodes comptables applicable de manière rétrospective. À ce titre, les états financiers historiques ont été retraités.

Ainsi :

- le Groupe appliquait déjà l'option proposée par IAS 19 de comptabilisation immédiate des écarts actuariels au cours de la période de leur constatation en autres éléments du résultat global.

Cet amendement n'a donc pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe ;

- les coûts des services passés résultant de la révision en 2010 de la convention collective de la métallurgie ne sont plus amortis sur la durée résiduelle d'acquisition des droits mais sont comptabilisés en résultat à la date de modification du régime ;
- les intérêts sur les actifs de régime comptabilisés au compte de résultat sont désormais calculés en multipliant la juste valeur de ces actifs à l'ouverture par le taux d'actualisation et non plus par le taux de rendement attendu des actifs.

Les principaux retraitements liés à l'application de cet amendement, et notamment à la reconnaissance du coût des services passés, se présentent comme suit :

Au 1^{er} janvier 2012 :

- augmentation des provisions pour engagement de retraite : 2,9 M€ ;
- diminution des capitaux propres : 2,3 M€ ;
- augmentation des impôts différés : 0,6 M€.

Au 31 décembre 2012 :

- augmentation des provisions pour engagement de retraite : 2,7 M€ ;
- diminution des capitaux propres : 2,1 M€ ;
- augmentation des impôts différés : 0,6 M€.

L'impact sur le compte de résultat de l'année 2012 se présente comme suit :

- diminution du résultat avant impôt des entreprises intégrées : 590 k€ ;
- diminution de la charge d'impôt : 154 k€.

4. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Contexte économique

L'année 2013 aura été la moins bonne pour l'économie mondiale depuis la récession de 2009. S'il termine l'année sur une note d'optimisme dans ses perspectives de l'économie mondiale publiées en janvier 2014, le FMI n'avait jusqu'alors cessé de revoir à la baisse sa prévision de croissance pour 2013, qui s'affiche en léger retrait par rapport à 2012 (3,0% contre 3,1%), année durant laquelle l'environnement économique avait pourtant déjà lourdement pesé sur l'investissement industriel.

Fives a été confronté en 2013 au ralentissement des économies américaine et chinoise, qui constituent ses deux marchés les plus importants depuis plusieurs années maintenant, mais surtout au coup d'arrêt marqué qu'a subi la majorité des pays émergents, même si le rebond observé au Royaume-Uni et au Japon a permis d'atténuer partiellement ces effets. Cet environnement s'est reflété sur les enregistrements de commandes du Groupe, qui ont été affectés par le faible volume de grands projets capacitaires lancés en 2013 à l'échelle mondiale (dans les pays émergents). Les commandes récurrentes de petits équipements et de services se sont en revanche maintenues à un bon niveau.

Fives a en outre été fortement pénalisé par le renforcement de l'euro par rapport aux autres devises internationales majeures, en particulier le dollar, le yen et la livre sterling, à plusieurs titres : d'abord, fortement exportateur, il est confronté à une concurrence japonaise et américaine mécaniquement beaucoup plus compétitive. Ensuite, consolidant ses comptes en euros, il subit un effet de change défavorable, qui impacte à la baisse l'ensemble de ses indicateurs d'activité et de résultat. Enfin, il voit plusieurs projets dans les pays émergents se décaler, du fait des difficultés pour les producteurs nationaux à se financer en euros.

Dans ce contexte économique délicat, l'activité de Fives a cependant très bien résisté. Le chiffre d'affaires 2013 s'établit à 1 626 M€ en 2013, nouveau record historique du Groupe, incluant la contribution des acquisitions de l'année. À périmètre et change constants, il s'affiche à 1 541 M€, en légère augmentation (+ 2%) par rapport à 2012.

Le résultat opérationnel courant avant amortissements et effet des écritures comptables liées aux allocations des prix d'acquisition atteint lui aussi un niveau record, à 133,0 M€, incluant, d'une part, la contribution des acquisitions de l'année, et reflétant, d'autre part, une amélioration de la profitabilité sur le périmètre historique, malgré un effet de change défavorable de 4 M€. À périmètre et change constants⁽¹⁾ il s'affiche à 122,3 M€, en progression de 6% par rapport à 2012.

Croissance externe

L'exercice 2013 a été marqué par l'acquisition le 29 juillet 2013 du sous-groupe Fives Machining Systems et du sous-groupe Fives Forest-Liné ainsi que par l'acquisition le 30 septembre 2013 du sous-groupe Fives OTO.

Ces opérations sont décrites dans la note 5. Périmètre de consolidation.

(1) L'effet de change est éliminé en convertissant la contribution 2013 des sociétés du Groupe dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro sur la base des cours de change utilisés l'exercice précédent.

5. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2013 figure en note 6.29.

5.1. ACQUISITIONS DE FIVES MACHINING SYSTEMS ET DE FIVES FOREST-LINÉ

Le Groupe a acquis le 29 juillet 2013 les activités non automobiles de MAG Americas (dorénavant Fives Machining Systems), ainsi que le sous-groupe Forest-Liné (dorénavant Fives Forest-Liné). Le Groupe détient 100% de ces deux sous-groupes.

Premiers acteurs mondiaux dans le domaine des solutions d'usinage de pièces complexes et de grande dimension ainsi que de dépose de composites, Fives Machining Systems et Fives Forest-Liné opèrent dans les secteurs de l'aéronautique, de l'énergie, des mines et des engins, employant plus de mille personnes, principalement aux États-Unis mais également en France, au Canada, en Chine et en Corée du Sud, pour un chiffre d'affaires d'environ 275M€ en 2013.

Ces sociétés, détentrices de technologies à forte valeur ajoutée, offrent de fortes synergies techniques et opérationnelles avec les activités du Groupe qui devient ainsi l'un des principaux fournisseurs mondiaux de machines-outils à haute performance.

Cette opération a conduit le Groupe à identifier un nouveau secteur opérationnel au sens d'IFRS 8. Le segment «Aéronautique et usinage de précision», regroupant les sociétés des sous-groupes Fives Machining Systems et Fives Forest-Liné dessert deux principaux marchés finaux: l'aéronautique (civile et militaire) d'une part, et les biens d'équipement industriels/engins à destination de l'énergie (hydrocarbures) et du secteur minier, d'autre part.

Ces acquisitions ont été financées par des prêts consentis par la maison-mère de Fives et par des banques du Groupe aux États-Unis, ainsi que par l'utilisation de la trésorerie propre du Groupe.

Les frais d'acquisition ont été constatés en charges de l'exercice à hauteur de 4,2M€ avant effet d'impôt. Ils sont inclus dans le poste «Résultat de cessions et frais d'acquisition». Les frais d'émission d'emprunt relatifs à ces acquisitions sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La contribution des deux sous-groupes au résultat opérationnel courant du Groupe sur une base de douze mois (intégrant les écritures d'allocation du prix d'acquisition rétroactivement au 1^{er} janvier 2013) serait la suivante :

En milliers d'euros	2013 (12 mois)	dont contribution aux comptes consolidés (5 mois)
Chiffre d'affaires	277 149	104 214
Coût des ventes	(216 579)	(82 279)
Ajustement de juste valeur des encours de production des acquisitions	(296)	(296)
Marge brute	60 274	21 639
Résultat opérationnel courant	12 762	4 591
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	9 910	4 129
Autres dotations aux amortissements	2 889	1 187
Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	12 799	5 316

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'ensemble Fives Machining Systems et de l'ensemble Fives Forest-Liné, qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture à leur juste valeur à la date d'acquisition du 29 juillet 2013. Conformément aux dispositions de cette norme, le Groupe dispose de douze mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition. Les éléments inscrits au bilan de Fives au 31 décembre 2013 sont définitifs.

Les principaux ajustements de juste valeur concernent:

- juste valeur des technologies, des marques, des relations clients et du carnet de commandes. Ces actifs incorporels ont fait l'objet d'une évaluation par un expert indépendant externe ;
- juste valeur des encours de production ;
- estimation des passifs éventuels.

La juste valeur des technologies et marques de Fives Machining Systems et Fives Forest-Liné a été déterminée en utilisant la méthode dite des redevances, basée sur des flux de trésorerie actualisés - DCF nets d'impôt -, fondée sur des données de marché et sur l'estimation d'un taux de royalties qui serait à verser pour l'utilisation des technologies considérées.

Les principales hypothèses sont relatives aux volumes de ventes générés par les technologies identifiées et aux marges associées, à l'efficacité de la protection intellectuelle mise en œuvre, au degré de difficulté à pénétrer le marché et au risque d'obsolescence.

La juste valeur des relations clients est calculée sur la base de l'écoulement prévisionnel du carnet de commandes et d'un taux de récurrence de la relation client dans le temps. La juste valeur des relations clients est sensible au taux d'attrition retenu. Cet actif a été

évalué selon les deux principales catégories de clients de Fives Machining Systems (machines et systèmes).

Les justes valeurs ainsi déterminées sont sensibles aux principales hypothèses considérées.

5.1.1 Fives Machining Systems

Le sous-groupe Fives Machining Systems comprend les entités juridiques rattachées aux divisions Giddings & Lewis et Cincinnati, aux États-Unis, au Canada, en Chine, en Corée du Sud et à Hong Kong.

La contrepartie transférée à la date d'acquisition s'élève à 191,6 MUSD (au cours du 29 juillet où 1 EUR=1,327 USD). Un versement complémentaire a été réalisé au mois d'août 2013, pour un montant de 0,9MUSD, la portant à 192,5MUSD.

Affectation du prix d'acquisition

Les éléments du bilan d'entrée de Fives Machining Systems se présentent de la façon suivante :

En milliers de dollars US	Juste valeur d'entrée IFRS3	Contre-valeur EUR à 1,327
Actifs incorporels	105 873	79 784
Actifs corporels	11 365	8 564
Actifs financiers	2 766	2 084
Stocks	46 943	35 375
Clients	64 631	48 705
Autres débiteurs	24 518	18 476
Trésorerie et équivalents	12 734	9 596
Total des actifs	268 830	202 585
Provisions	28 102	21 177
Passifs financiers	29 209	22 012
Fournisseurs	30 208	22 764
Autres créditeurs	56 701	42 728
Total des passifs	144 220	108 681
Actif net	124 610	93 904
Contrepartie transférée	192 524	145 082
Écart d'acquisition	67 913	51 179

Les éléments du bilan d'ouverture des sociétés du sous-groupe Fives Machining Systems ont été convertis aux cours du 29 juillet (EUR/USD = 1,327 ; EUR/CAD = 1,3636 ; EUR/HKD = 10,2938 ; EUR/CNY = 8,1377 ; EUR/KRW = 1476,78).

La contrepartie transférée de 192,5 MUSD (hors frais d'acquisition comptabilisés en charges) a été allouée aux actifs identifiables et passifs repris pour un montant net de 124,6 MUSD et à l'écart d'acquisition résiduel pour un montant de 67,9 MUSD.

5.1.2 Fives Forest-Liné

Le sous-groupe Fives Forest-Liné comprend les filiales françaises, canadiennes, et chinoise de la société Fives-Forest Liné.

La contrepartie transférée à la date d'acquisition s'élève à 20,8M€.

Affectation du prix d'acquisition

Les éléments du bilan d'entrée de Fives Forest-Liné se présentent de la façon suivante :

En milliers d'euros	Juste valeur d'entrée IFRS3
Actifs incorporels	2 944
Actifs corporels	5 601
Actifs financiers	2 755
Stocks	2 641
Clients	16 715
Autres débiteurs	3 884
Trésorerie et équivalents	11 927
Total des actifs	46 468
Provisions	6 423
Passifs financiers	1 793
Fournisseurs	4 699
Autres créditeurs	12 786
Total des passifs	25 702
Actif net	20 766
Contrepartie transférée	20 766
Écart d'acquisition	0

Les éléments du bilan d'ouverture des sociétés du sous-groupe Fives Machining Systems ont été convertis aux cours du 29 juillet (EUR/CAD = 1,3636 ; EUR/CNY = 8,1377).

La contrepartie transférée de 20,8M€ (hors frais d'acquisition comptabilisés en charges) a été allouée en totalité aux actifs identifiables et passifs repris.

5.2. ACQUISITION DE FIVES OTO

Le Groupe a acquis le 30 septembre 2013 100% de la société OTO Mills (dorénavant Fives OTO S.p.a.) et de sa filiale OTO Automation S.r.l. (dorénavant Fives OTO Systems S.r.l.).

Fives OTO est un groupe italien, spécialisé dans la conception d'équipements de fabrication de tubes soudés (ERW). Leader mondial dans son domaine d'activité, il dispose d'une très large gamme d'équipements, destinée à la production de tubes de petits diamètres de moins de 8" jusqu'aux très gros diamètres de 24" récemment développés, lui permettant d'adresser un très grand nombre d'applications industrielles et de segments de marchés finaux (automobile, construction, oil and gas, pharmacie, etc.).

Comptes consolidés au 31 décembre 2013

Avec un effectif de 250 salariés, Fives OTO a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires d'environ 90 M€. Doté d'une organisation industrielle performante et d'une couverture commerciale mondiale très large, Fives OTO présente de nombreuses complémentarités avec Fives.

Sur le plan industriel, la combinaison des équipements fournis par Fives et par Fives OTO permettra au Groupe de proposer à ses clients une offre complète dans les domaines des lignes de production de tubes. Sur le plan de la couverture géographique, la forte présence de Fives OTO en Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, etc.) renforce le Groupe dans cette région du monde en croissance.

Fives OTO a été intégré au segment opérationnel Métal.

L'acquisition de Fives OTO pour un prix de 61,5M€ a été financée par la mise en place de deux emprunts bancaires libellés en euros et par la trésorerie propre du Groupe.

Les frais d'acquisition ont été constatés en charges de l'exercice à hauteur de 0,9M€ avant effet d'impôt. Ils sont inclus dans le poste «Résultat de cessions et frais d'acquisition». Les frais d'émission d'emprunt relatifs à ces acquisitions sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La contribution de Fives OTO au résultat opérationnel courant du Groupe, sur une base de douze mois serait la suivante :

En milliers d'euros	2013 (12 mois)	dont contribution aux comptes consolidés (3 mois)
Chiffre d'affaires	89 852	26 614
Coût des ventes	(54 245)	(18 954)
Marge brute	35 607	7 660
Résultat opérationnel courant	10 560	4 010
Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	1 556	380

Affectation du prix d'acquisition

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'ensemble Fives OTO S.p.a. et Fives OTO Systems S.r.l., qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3, ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture à leur juste valeur provisoire à la date d'acquisition du 30 septembre 2013. Conformément aux dispositions de cette norme, le Groupe dispose de douze mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition. Les éléments inscrits au bilan de Fives au 31 décembre 2013 sont provisoires.

En milliers d'euros	Justes valeurs provisoires
Actifs incorporels	511
Actifs corporels	30 211
Actifs financiers	6
Stocks	9 913
Clients	37 785
Autres débiteurs	9 142
Trésorerie et équivalents	3 980
Total des actifs	91 548
Provisions	2 806
Passifs financiers	5 151
Fournisseurs	38 916
Autres créditeurs	13 918
Total des passifs	60 791
Actif net	30 757
Contrepartie transférée	61 521
Écart d'acquisition	30 764

Les principaux retraitements opérés dans le cadre du bilan d'entrée sont relatifs à l'homogénéisation des méthodes comptables de Fives OTO avec celles du Groupe. La juste valeur définitive des actifs identifiables et passifs repris sera déterminée dans les douze mois suivant la date d'acquisition sur la base de travaux réalisés par un cabinet d'évaluation externe.

5.3. PROFORMA

En incluant la contribution des entrées de périmètre au résultat opérationnel courant du Groupe sur une base de 12 mois (intégrant les écritures d'allocation des prix d'acquisitions rétroactivement au 1^{er} janvier 2013), les principaux agrégats du compte de résultat consolidé seraient les suivants:

En milliers d'euros	2013	2013 (Proforma)
Chiffre d'affaires	1 626 213	1 862 385
Coût des ventes	(1 265 766)	(1 435 357)
Ajustement de juste valeur des encours de production des acquisitions	(296)	(296)
Marge brute	360 151	426 733
Résultat opérationnel courant	104 415	119 136
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	8 625	14 405
Autres dotations aux amortissements	19 618	22 496
Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant	28 243	36 901
Résultat opérationnel courant avant amortissements et effet des écritures comptables liées aux allocations des prix d'acquisition	132 954	156 333

5.4. AUTRES MOUVEMENTS DE PÉRIMÈTRE

Les sociétés Cement Process Technologies Egypt LLC et Cinetic Service Slovakia s.r.o ont été déconsolidées au 1^{er} janvier 2013.

6. NOTES EXPLICATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

6.1. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Le Groupe a identifié les secteurs suivants:

- **Automobile/Logistique:** activité essentiellement à destination de l'industrie automobile et de l'industrie logistique ;
- **Ciment:** activité principalement à destination de l'industrie du ciment et des minéraux ;
- **Énergie:** activité principalement à destination des industries de production d'énergie de toute forme (nucléaire, fossile et renouvelable) ;
- **Métal:** activité principalement à destination des industries de la sidérurgie, du verre et de l'aluminium ;
- **Aéronautique et usinage de précision:** activité principalement à destination de l'aéronautique civile et militaire, des hydrocarbures et du secteur minier (biens d'équipement industriels, engins de chantier) ;
- **Autres:** activités non opérationnelles ou de holdings.

Information par secteur opérationnel

	2013	2012 (retraité)
Automobile/Logistique	542 837	479 871
Ciment	102 291	83 979
Énergie	276 296	355 179
Métal	227 848	404 797
Aéronautique et usinage de précision	78 019	
Total enregistrements de commandes	1 227 291	1 323 826
Automobile/Logistique	564 346	541 075
Ciment	169 982	122 202
Énergie	326 214	317 255
Métal	461 457	527 346
Aéronautique et usinage de précision	104 214	
Total chiffre d'affaires	1 626 213	1 507 878
Automobile/Logistique	48 587	47 059
Ciment	13 468	9 243
Énergie	23 680	21 083
Métal	30 576	28 803
Aéronautique et usinage de précision (*)	4 591	
Autres	(16 487)	(13 364)
Total résultat opérationnel courant (**)	104 415	92 825
Automobile/Logistique	5 898	6 144
Ciment	1 090	1 147
Énergie	8 099	7 277
Métal	7 374	7 418
Aéronautique et usinage de précision	5 316	
Autres	466	461
Total dotations aux amortissements et provisions (**)	28 243	22 447

(*) incluant une charge de 296 k€ liée à l'ajustement de juste valeur des encours de production pratiqué dans le bilan d'entrée de Fives Machining Systems (cf note 5.1.)

(**) incluses dans le résultat opérationnel courant

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi:

31.12.13	Auto. / logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et usinage de précision	Autres	Total
Écart d'acquisition	37 944	1 663	58 675	52 606	49 243		200 131
Immobilisations corporelles et incorporelles	54 602	6 089	56 864	55 440	88 775	2 925	264 695
Total actif sectoriels	92 546	7 752	115 539	108 046	138 018	2 925	464 826
Autres actifs							991 083
Total actif							1 455 909
31.12.12	Auto. / logistique	Ciment	Énergie	Métal	Aéro. et usinage de précision	Autres	Total
Écart d'acquisition	39 062	1 942	61 158	22 612			124 774
Immobilisations corporelles et incorporelles	57 298	4 191	53 411	29 892		2 860	147 652
Total actif sectoriels	96 360	6 133	114 569	52 504		2 860	272 426
Autres actifs							968 546
Total actif							1 240 972

Les évolutions des écarts d'acquisition et immobilisations sont principalement liées aux entrées de périmètre sur les pôles Métal et Aéronautique et usinage de précision et aux écarts de conversion (cf. notes 6.8 à 6.10).

6.2. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit:

	2013	2012
Contrats de construction	938 441	740 615
Prestations de services	184 939	154 450
Vente de biens	502 833	612 813
Total	1 626 213	1 507 878

Chiffre d'affaires par pays de destination

	2013	2012
Europe	458 243	444 964
Afrique et Moyen-Orient	178 823	268 168
Amérique	531 235	421 355
Asie et Océanie	457 912	373 391
Total	1 626 213	1 507 878

Chiffre d'affaires par pays d'origine

	2013	2012
Europe	1 029 496	985 030
Afrique et Moyen-Orient	47 224	87 085
Amérique	387 928	306 565
Asie et Océanie	161 565	129 198
Total	1 626 213	1 507 878

Information relative aux principaux clients

Aucun client du Groupe ne représente plus de 5% de son chiffre d'affaires au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

6.3. CHARGES DE PERSONNEL ET EFFECTIFS**Charges de personnel**

	2013	2012
Charges de personnel	426 824	384 367

Effectifs à fin de période

Par catégories	2013	2012
Ingénieurs et cadres	2 817	2 523
Agents de maîtrise et employés	3 086	2 435
Ouvriers	1 922	1 563
Total	7 825	6 521

Par type de contrat

	2013	2012
CDI	7 074	5 763
CDD	612	651
Contrats en alternance et stages	139	107
Total	7 825	6 521

6.4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

	2013	2012
Frais de recherche et développement bruts	(28 072)	(22 711)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	4 372	2 038
Total	(23 700)	(20 673)

6.5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS INCLUSES DANS LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes :

	2013	2012
Inclus dans le coût des ventes	(12 017)	(10 795)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(7 601)	(7 068)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(8 625)	(4 584)
Total	(28 243)	(22 447)

6.6. RÉSULTAT FINANCIER**Coût de l'endettement financier net**

	2013	2012
Charges financières :		
- sur dettes bancaires et swaps de taux	(1 021)	(664)
- sur location financement	(108)	(105)
Autres charges d'intérêt	(3 656)	(1 986)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(4 785)	(2 755)
Produits d'intérêts et produits assimilés	3 052	2 595
Total	(1 733)	(160)

Autres produits et charges financiers

	2013	2012 (retraité)
Revenus des participations	188	54
Résultat de change	(13 162)	(1 314)
- Profits (pertes) de change	(12 458)	(1 682)
- Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change et swap points	(762)	(133)
- Variation de JV des instruments dérivés non qualifiés de couverture	58	501
Charges financières sur retraites et avantages assimilés	(1 858)	(1 837)
Dotation nette aux provisions financières	125	(998)
Autres éléments financiers	(893)	(636)
Total	(15 600)	(4 731)

Le résultat financier du Groupe intègre un effet de change latent lié à la variation des parités euro/dollar et euro/livre sterling sur le solde non couvert des prêts intragroupe en devise consentis par Fives :

- en dollars à ses filiales américaines, dans le cadre de la structuration des acquisitions des sous-groupes North American en 2008, Bronx en 2010 et Fives Machining Systems en 2013 ;
- en livres sterling à Fives UK Holding Ltd., dans le cadre du transfert à cette entité des sociétés anglaises initié fin 2012 et poursuivi en 2013.

Les montants de ces prêts sont détaillés en note 6.23.

6.7. CHARGE D'IMPÔT**Analyse de la charge d'impôt**

	2013	2012 (retraité)
Sociétés françaises intégrées fiscalement	(19 310)	(13 329)
Sociétés françaises non intégrées fiscalement	(2 170)	(1 901)
Sociétés non françaises	(16 054)	(18 002)
Sous-total impôt exigible	(37 534)	(33 232)
Impôt différé	1 406	(2 503)
Total	(36 128)	(35 735)

Taux effectif d'impôt

	2013	2012 (retraité)
Résultat avant impôt	80 716	87 625
Taux d'impôt de la maison mère	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôt théorique	(27 790)	(30 169)
Incidence :		
Différences de taux	2 694	1 665
Variation des impôts différés actifs non reconnus	(9 541)	(2 252)
Différences permanentes et autres éléments	1 599	(1 986)
(Charge)/produit d'impôt	(33 038)	(32 743)
Taux d'impôt effectif	40,93%	37,37%
Effet de la CVAE	(3 090)	(2 993)
(Charge)/produit d'impôt constaté	(36 128)	(35 735)

Impôt exigible des sociétés françaises

Fives et les filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95% font partie du périmètre d'intégration fiscale formé depuis le 1^{er} janvier 2013 par Novafives, qui est décrit en note 6.29. Jusqu'alors et depuis l'exercice 2007, elles appartenaient au groupe d'intégration fiscale dont FL Investco était la société de tête. L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux des sociétés déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de Novafives.

Impôts différés

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31.12.12 (retraité)		Var. constatée en résultat	Var. constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conv. et autres	31.12.13	
	Impôts différés actif	Impôts différés passif					Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	14 118		(1 666)	(2 065)	3 977	701	15 064	
Écarts d'acquisitions ⁽¹⁾	601	(10 130)	(1 559)			12	1 044	(12 120)
Déficits fiscaux reportables								
Autres différences temporaires	18 347	(4 029)	4 067	(281)	5 514	(1 683)	40 038	(18 103)
Impôts différés actif (passif) bruts	33 066	(14 159)	842	(2 347)	9 490	(969)	56 146	(30 222)
Limitation des impôts différés actifs	(4 055)		564				(3 491)	
Compensation	(7 838)	7 838					(20 508)	20 508
Impôts différés actifs reconnus	21 173	(6 321)	1 406	(2 347)	9 490	(969)	32 147	(9 714)
Impôts différés nets	14 852						22 433	

(1) Relatif à l'amortissement fiscal des écarts d'acquisition des sociétés américaines

Les modalités de compensation sont détaillées en note 2.24.

Les actifs d'impôt différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante.

6.8. ÉCARTS D'ACQUISITION

	31.12.12 Net	Variation de périmètre	Effet des var. de change	31.12.13 Net
Automobile/logistique	39 062		(1 118)	37 944
Ciment	1 942		(279)	1 663
Énergie	61 158		(2 483)	58 675
Métal	22 612	30 764	(770)	52 606
Aéronautique et usinage de précision		51 179	(1 936)	49 243
Total	124 774	81 943	(6 586)	200 131

Les opérations de croissance externe de l'exercice clos au 31 décembre 2013 ont dégagé des écarts d'acquisition de 51 179k€ pour le sous-groupe Fives Machining Systems et de 30 764k€ pour le sous-groupe Fives OTO. Le goodwill de Fives OTO n'a pas été affecté à la date de clôture.

Conformément à la norme IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2013 au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- plan moyen terme 2014-2017 ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 2% ;
- taux d'actualisation: 10%.

Aucune dépréciation n'est apparue nécessaire. Pour mémoire, aucune perte de valeur n'a été constatée au cours des exercices précédents.

Analyse de sensibilité**Sensibilité aux taux**

Des tests ont été menés avec la combinaison des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation: 11% (soit + 1%) ;
- taux de croissance de la valeur terminale: 1% (soit - 1%).

Sur ces bases, il ne conviendrait pas de constater de pertes de valeur.

Sensibilité aux flux

En cas de dégradation de 15% des flux de trésorerie futurs estimés de n'importe lequel des cinq secteurs du Groupe, il ne conviendrait pas de constater de pertes de valeur.

6.9. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31.12.13			31.12.12		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Technologies et R&D acquises	65 326	(13 166)	52 160	21 148	(9 207)	11 941
Marques acquises	14 809		14 809	5 628	(3)	5 625
Relations clients, carnet de commandes et autres acquis	37 459	(10 413)	27 046	13 344	(6 580)	6 764
Concessions, brevets et licences	23 499	(18 464)	5 035	16 970	(12 278)	4 692
Autres immobilisations incorporelles	6 193	(3 938)	2 255	4 667	(2 979)	1 688
Total	147 286	(45 981)	101 305	61 757	(31 047)	30 710

Au 31 décembre 2013, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.12	61 757	(31 047)	30 710
Acquisitions	2 029		2 029
Sorties et cessions	(179)	174	(5)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(10 827)	(10 827)
Reclassements	(3)	3	
Variations de périmètre	87 293	(5 390)	81 903
Effet des variations de change	(3 611)	1 106	(2 505)
Solde au 31.12.13	147 286	(45 981)	101 305

Au 31 décembre 2012, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Solde au 31.12.11	60 610	(27 276)	33 334
Acquisitions	2 120		2 120
Sorties et cessions	(857)	857	
Dotations aux amortissements / dépréciations		(6 771)	(6 771)
Reclassements	(2 182)	1 948	(234)
Variations de périmètre	2 846	(129)	2 717
Effet des variations de change	(780)	324	(456)
Solde au 31.12.12	61 757	(31 047)	30 710

6.10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	31.12.13			31.12.12		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	20 778	(450)	20 328	11 746	(428)	11 318
Terrains en crédit-bail	1 541		1 541	1 260		1 260
Constructions	135 278	(60 767)	74 511	94 923	(48 465)	46 458
Constructions en crédit-bail	11 758	(5 421)	6 337	9 647	(3 176)	6 471
Installations techniques, matériel et outillages	154 548	(114 083)	40 465	123 684	(86 614)	37 070
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail	668	(466)	202	668	(466)	202
Autres immobilisations	49 719	(37 078)	12 641	40 268	(28 565)	11 703
Immobilisations en cours	5 712	(56)	5 656	1 373	(56)	1 317
Avances sur immobilisations	1 709		1 709	1 143		1 143
Total	381 711	(218 321)	163 390	284 712	(167 770)	116 942

Comptes consolidés au 31 décembre 2013

Au 31 décembre 2013, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analyse comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.12	284 712	(167 770)	116 942
Acquisitions	22 214		22 214
Sorties et cessions	(3 387)	2 954	(433)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(17 422)	(17 422)
Reclassements	(51)	208	157
Variations de périmètre	83 681	(39 317)	44 364
Effet des variations de change	(5 458)	3 026	(2 432)
Solde au 31.12.13	381 711	(218 321)	163 390

Au 31 décembre 2012, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit:

	Brut	Amort./ Dépréc.	Net
Solde au 31.12.11	265 916	(157 623)	108 293
Acquisitions	25 885		25 885
Sorties et cessions	(6 448)	4 641	(1 807)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(15 116)	(15 116)
Reclassements	(4)	3	(1)
Variations de périmètre	855	(564)	291
Effet des variations de change	(1 492)	889	(603)
Solde au 31.12.12	284 712	(167 770)	116 942

6.11. ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

Actifs financiers non courants

	31.12.13			31.12.12		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Titres disponibles à la vente	5 373	(1 814)	3 559	4 474	(529)	3 945
Créances rattachées à des participations	45	(45)		1 036	(621)	415
Autres immobilisations financières	4 551	(221)	4 330	4 190	(1 274)	2 916
Total	9 969	(2 080)	7 889	9 700	(2 424)	7 276

L'augmentation de la valeur brute des titres disponibles à la vente inclut une variation de juste valeur de 792 k€ au 31 décembre 2013 (515 k€ nets d'impôt).

L'échéancier de ces actifs financiers (hors titres disponibles à la vente) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2013:

	31.12.13		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	45	45	
Autres immobilisations financières	4 551	2 364	2 187
Total	4 596	2 409	2 187

Au 31 décembre 2012, il se présentait de la manière suivante:

	31.12.12		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	1 036	366	670
Autres immobilisations financières	4 190	2 288	1 902
Total	5 226	2 654	2 572

Actifs financiers courants

	31.12.13			31.12.12		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Instruments dérivés actifs	2 365		2 365	2 161		2 161
Autres créances rattachées à des participations	626	(59)	567	641	(379)	262
Prêts	91		91	139		139
Intérêts courus sur créances et prêts	10		10	6		6
Autres	2 593		2 593	7		7
Total actifs financiers courants	5 685	(59)	5 626	2 954	(379)	2 575

6.12. STOCKS ET TRAVAUX EN COURS

	31.12.13			31.12.12		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Matières premières	64 149	(14 544)	49 605	55 717	(10 481)	45 236
Encours de production sur contrats à l'achèvement	118 820	(4 817)	114 003	104 453	(1 198)	103 255
Produits intermédiaires et finis	38 610	(6 716)	31 895	25 131	(6 207)	18 924
Total	221 580	(26 077)	195 503	185 301	(17 886)	167 415

6.13. CONTRATS DE CONSTRUCTION

	31.12.13		31.12.12	
	Brut	Dépréc.	Brut	Dépréc.
Contrats de construction - montants à l'actif	81 618		90 539	
Contrats de construction - montants au passif	(225 742)		(261 103)	
Net	(144 124)		(170 564)	

L'information cumulée relative aux contrats de construction en cours est la suivante:

	31.12.13		31.12.12	
	Brut	Dépréc.	Brut	Dépréc.
Cumul des coûts encourus et des marges dégagées	1 602 200		1 467 887	
Facturation intermédiaire	(1 744 793)		(1 635 838)	
Provisions pour pertes à terminaison	(1 531)		(2 613)	
Net	(144 124)		(170 564)	

6.14. CRÉANCES CLIENTS

	31.12.13			31.12.12		
	Brut	Dépréc.	Net	Brut	Dépréc.	Net
Créances clients	364 261	(11 235)	353 026	344 085	(9 219)	334 866
Total	364 261	(11 235)	353 026	344 085	(9 219)	334 866

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit:

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	Clôture
2013	(9 219)	(3 121)	2 732	207	(1 835)	(11 235)
2012	(10 857)	(964)	1 658	42	902	(9 219)

Les autres variations sont liées aux entrées de périmètre des sous-groupes Fives Machining Systems, Fives Forest-Liné et Fives OTO.

La balance âgée des créances clients nettes se présente de la façon suivante au 31 décembre 2013:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2013	353 026	276 369	43 454	14 640	18 564

La balance âgée des créances clients nettes se présentait de la façon suivante au 31 décembre 2012:

	Total	Non Échues	Échues < 30 jours	Échues > 30 jours < 90 jours	Échues > 90 jours
2012	334 866	263 781	37 483	13 783	19 820

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants:

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

En raison de la nature des activités exercées par le Groupe, les créances restant impayées au-delà de la date d'échéance contractuelle représentent souvent des montants confirmés par les clients, mais dont le règlement est soumis à l'apurement de certaines réserves soulevées lors de l'inspection des travaux. De telles créances demeurent entièrement recouvrables ; les coûts à supporter au titre de la levée des réserves sont inclus dans la détermination de la marge à terminaison des contrats considérés.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque de non-recouvrement.

6.15. AUTRES ACTIFS COURANTS

	31.12.13	31.12.12
Créances de TVA et taxes assimilées	19 206	20 995
Avances et acomptes versés	13 608	30 691
Créances diverses	9 065	10 090
Charges constatées d'avance	11 943	10 424
Total	53 822	72 200

6.16. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31.12.13	31.12.12
Équivalents de trésorerie	116 015	139 182
Disponibilités	129 373	127 666
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	245 388	266 848

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de trois mois.

Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	115 911	4					100	116 015
Disponibilités	31 607	27 558	8 671	28 733	5 285	8 492	19 029	129 373
Total 31.12.13	147 518	27 562	8 671	28 733	5 285	8 492	19 129	245 388
Swaps de change	(43 621)	21 930	14 763	2 391	4 539			
Total 31.12.13 avant swaps	103 896	49 492	23 434	31 123	9 823	8 492	19 129	245 388

Au 31 décembre 2012, la trésorerie se répartissait de la façon suivante:

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	CAD	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	127 747	10 493					943	139 183
Disponibilités	46 366	11 866	14 188	20 143	4 522	9 822	20 758	127 666
Total 31.12.12	174 113	22 359	14 188	20 143	4 522	9 822	21 701	266 848
Swaps de change	(65 407)	34 322	11 195		19 890			
Total 31.12.12 avant swaps	108 706	56 681	25 383	20 143	24 412		21 701	266 848

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des pays de l'OCDE et sont disponibles pour le Groupe. Le Groupe a profité des mesures d'encouragement à l'internationalisation du CNY prises par le gouvernement chinois en juillet 2013 et mis en place des contrats de prêt pour un total de 100 MCNY (12M€ au cours de clôture) entre Fives et ses filiales chinoises. L'encours est de 20 MCNY (2,4M€ au cours de clôture) au 31 décembre 2013.

6.17. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**Trésorerie nette**

	31.12.13	31.12.12
Équivalents de trésorerie	116 015	139 182
Disponibilités	129 373	127 666
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	245 388	266 848
Concours bancaires courants	(2 984)	(1 285)
Total	242 404	265 563

Variation du BFR

	Variations			
	31.12.13	31.12.12	Liées à l'activité	Autres *
Stocks et travaux en cours	(195 503)	(167 415)	16 163	(44 251)
Contrats de construction - montant à l'actif	(81 618)	(90 539)	28 070	(19 149)
Créances clients	(353 026)	(334 866)	50 593	(68 753)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(53 970)	(72 754)	32 584	(13 800)
Contrats de construction - montant au passif	225 742	261 103	(70 671)	35 310
Fournisseurs et comptes rattachés	263 625	251 497	(18 695)	30 823
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	228 165	223 618	(38 132)	42 679
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	33 416	70 644	(88)	(37 140)
Provisions courantes	112 028	94 045	1 374	16 609
Besoin en fonds de roulement	145 443	164 689	1 286	(20 532)

* résultant notamment des mouvements de périmètre et des écarts de conversion

6.18. CAPITAUX PROPRES**Politique de gestion du capital**

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires.

Dans le cadre de la mise en place d'un prêt bancaire de 16M€ pour financer l'acquisition du sous-groupe OTO, le Groupe s'est engagé à maintenir un ratio dettes financières sur fonds propres inférieur à un certain seuil dans les comptes sociaux de Fives.

Capital social

Le capital social au 31 décembre 2013, comme au 31 décembre 2012, est composé de 2185612 actions de 47€ de valeur nominale chacune qui ont été entièrement libérées par paiement en numéraire ou par apport en nature. Le capital social s'élève ainsi à 102723764€.

Actionariat

L'actionnaire principal de Fives est la société FL Investco qui détient 99,99% de son capital au 31 décembre 2013, comme au 31 décembre 2012. FL Investco est une société contrôlée par la société Novafives.

Distributions

La société n'a distribué aucun dividende sur la période.

6.19. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31.12.12 (retraité)	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres*	31.12.13
Garantie	49 835	35 311	(9 442)	(24 262)	(1 874)	8 722	58 290
Litiges sur contrats	11 499	1 823	(679)	(5 241)	(40)	505	7 867
Pertes futures sur contrats	1 633	952	(1 757)	(564)	(3)	1 201	1 462
Charges sur commandes terminées	22 682	20 814	(8 602)	(8 070)	(216)	660	27 268
Autres provisions pour risques et charges	8 396	9 077	(4 045)	(3 940)	(666)	8 319	17 141
Total provisions courantes	94 045	67 977	(24 526)	(42 076)	(2 800)	19 408	112 028
Retraites	51 728	7 128	(6 056)	(3 559)	(1 217)	1 741	49 765
Autres avantages postérieurs à l'emploi	3 419	459	(315)	(83)	(138)	1 936	5 278
Autres provisions - part non courante	914	1 097	(163)	(31)		1 822	3 639
Total provisions non courantes	56 061	8 684	(6 534)	(3 673)	(1 355)	5 499	58 682

* résultant notamment des mouvements de périmètre

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats autres que les contrats de construction, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises ;
- les régimes de retraites complémentaires ; les régimes anglais, américain, allemand et français sont fermés (depuis le 30 novembre 2013 pour Cinetic Landis Ltd.) et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.13	Indemnités de départ en retraite						Total
	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde	
Taux d'actualisation	3,1%	4,4 - 4,5%	3,9%	0,3%	3,1%	8 - 9,21%	
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	4,4 - 4,5%	NA	NA	NA	NA	
Taux d'augmentation des salaires	2,0 - 2,5%	NA	NA	2%	NA	5%	

31.12.12	Engagements complémentaires de retraite						Total
	France	Royaume-Uni	États-Unis	Japon	Allemagne	Inde	
Taux d'actualisation	2,9%	4,1%	NA	0,3%	2,9%	8,35%	
Taux de rendement attendu des actifs du régime	NA	5,25 - 6,89%	NA	2,5%	NA	NA	
Taux d'augmentation des salaires	2,0 - 2,5%	NA	NA	3%	NA	5%	

La valeur actuelle totale des obligations futures («Defined Benefit Obligation») s'élève à 97805k€ au 31 décembre 2013. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2013, l'engagement net à cette date s'établit à 49765k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de « désactualisation » de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés, ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régime de retraite. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 3569k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 1711k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1858k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en autres éléments du résultat global s'élève à 8816k€, hors effet d'impôt.

Les autres avantages postérieurs à l'emploi consentis aux salariés concernent le TFR Italien, les médailles du travail en France ainsi qu'un engagement vis-à-vis des salariés d'une société japonaise.

	Engagements complémentaires de retraite						Total
	France	États-Unis	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	

VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION

Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier	22 384		65 662	3 213	761	422	92 442
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 472		2 838	36	58	49	4 453
Effet de l'actualisation	672	127	2 620	78		25	3 522
Cotisations versées par les salariés			782				782
Réduction/Liquidation de régime			(3 559)				(3 559)
Entrée de périmètre	1 792	8 765					10 557
Prestations payées	(2 190)	(199)	(1 162)	(265)		(70)	(3 886)
Nouveaux écarts actuariels	(1 860)	(176)	(2 344)	(122)		(46)	(4 550)
Écart de change et autres		(326)	(1 402)		(169)	(60)	(1 957)
Valeur actualisée de l'obligation au 31 déc. 2013	22 270	8 191	63 434	2 940	649	322	97 805

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			40 461			253	40 714
Rendement réel des actifs du régime			5 905			26	5 931
Cotisations versées par l'employeur			3 379			19	3 398
Cotisations versées par les salariés			782				782
Réduction/Liquidation de régime							
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(1 162)			(65)	(1 227)
Écart de change et autres			(1 520)			(38)	(1 558)
Juste valeur des actifs du régime au 31 déc. 2013			47 845			195	48 040

COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES

Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	22 270	8 191	15 589	2 940	649	126	49 765
Montant net comptabilisé en provision au 31 déc. 2013	22 270	8 191	15 589	2 940	649	126	49 765

COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2013

Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 472		2 872	36	58	49	4 487
Effet de l'actualisation	672	127	2 620	78		26	3 522
Rendement attendu des actifs du régime			(1 638)			(26)	(1 664)
Coût des services passés			783				783
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime			(3 559)				(3 559)
Charge périodique nette comptabilisée en 2013	2 144	127	1 077	114	58	49	3 569

VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS

Provision au bilan au 1 ^{er} janvier retraitée	22 384		25 200	3 213	761	170	51 728
Cotisations versées par l'employeur			(3 379)			(19)	(3 398)
Charge périodique nette comptabilisée	2 144	127	1 077	114	58	49	3 569
Prestations payées directement par l'employeur	(2 190)	(199)		(265)		(5)	(2 659)
Entrée de périmètre	1 792	8 765					10 557
Écarts actuariels	(1 860)	(176)	(6 611)	(122)		(46)	(8 816)
Écart de change et autres		(326)	(699)		(169)	(24)	(1 218)
Provision au bilan au 31.12.2013	22 270	8 191	15 589	2 940	649	127	49 765

Comptes consolidés au 31 décembre 2013

En 2012, la variation se décomposait comme suit:

	Indemnités de départ en retraite		Engagements complémentaires de retraite			Total
	France	Royaume-Uni	Zone euro	Japon	Inde	
VARIATION DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION						
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier	18 110	56 961	5 347	876	134	81 428
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 129	2 326	17	86	44	3 602
Effet de l'actualisation	763	2 717	122		25	3 627
Cotisations versées par les salariés		819				819
Modification de plan						
Réduction/Liquidation de régime	(186)				(16)	(202)
Entrée de périmètre	128		(1)		236	363
Prestations payées	(1 358)	(4 067)	(235)		(17)	(5 677)
Nouveaux écarts actuariels	3 798	6 273	492	(99)	49	10 513
Écart de change et autres		633	(2 529)	(102)	(33)	(2 031)
Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2012	22 384	65 662	3 213	761	422	92 442
VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME						
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier		36 588			68	36 656
Rendement réel des actifs du régime		4 014			17	4 031
Cotisations versées par l'employeur		3 213			31	3 244
Cotisations versées par les salariés		819				819
Réduction/Liquidation de régime						
Entrée de périmètre					151	151
Prestations versées par le régime		(4 352)				(4 352)
Écart de change et autres		180			(14)	166
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2012		40 462			253	40 715
COMPOSANTES DES MONTANTS INSCRITS DANS LES COMPTES						
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	22 384	25 200	3 213	761	170	51 727
Coût des services passés non comptabilisés	(2 723)					(2 723)
Montant net comptabilisé en provision au 31 décembre 2012	19 661	25 200	3 213	761	170	49 005
COMPOSANTES DE LA CHARGE PÉRIODIQUE NETTE COMPTABILISÉE EN 2012						
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 129	2 326	17	86	44	3 602
Effet de l'actualisation	763	2 717	122		25	3 627
Rendement attendu des actifs du régime		(2 382)			(17)	(2 400)
Amortissement du coût des services passés		152				152
(Gain)/Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime	(186)				(16)	(202)
Charge périodique nette comptabilisée en 2012	1 858	2 661	139	86	36	4 780
VARIATION DE LA PROVISION POUR RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES CONSENTIS						
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier	15 235	20 374	2 818	3 405	65	41 897
Cotisations versées par l'employeur		(3 213)			(31)	(3 244)
Charge périodique nette comptabilisée	1 858	2 661	139	86	36	4 780
Prestations payées directement par l'employeur	(1 358)	285	(235)		(17)	(1 325)
Entrée de périmètre	128		(1)		85	212
Écarts actuariels	3 798	4 641	492	(99)	49	8 881
Écart de change et autres		452		(2 631)	(17)	(2 197)
Provision au bilan au 31 décembre 2012	19 661	25 200	3 213	761	170	49 005
Impact IAS19R	2 723					2 723
Provision au bilan au 31 décembre 2012 retraitée	22 384	25 200	3 213	761	170	51 728

Tableau des fonds investis

	2013		2012	
	Montant	%	Montant	%
Actions	17 396	36,21 %	24 422	59,98 %
Obligations et assimilés	17 015	35,42 %	1 150	2,83 %
Immobilier	2 690	5,60 %	4 409	10,83 %
Monétaire	5 752	11,97 %	1 200	2,95 %
Fonds diversifiés	5 187	10,80 %	9 534	23,42 %
Valeur de marché des fonds investis	48 040	100,00 %	40 715	100,00 %

Valeur actuelle des engagements

	31.12.13	31.12.12 (retraité)
Valeur de l'obligation	97 805	92 442
Valeur de marché des fonds investis	(48 040)	(40 715)
Valeur actuelle des engagements	49 765	51 728

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement:

	2013		2012	
	k€	% du DBO	k€	% du DBO
France	735	3,30 %	653	2,91 %
États-Unis	141	1,73 %	N/A	N/A
Royaume-Uni	3 257	5,13 %	3 392	5,17 %
Zone euro	70	2,39 %	78	2,42 %
Japon	5	0,77 %	5	0,66 %
Inde	7	2,18 %	6	1,42 %

6.20. PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

	31.12.13			31.12.12		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	57 369	15 427	72 796			
Dettes de crédit-bail	5 535	845	6 380	5 775	633	6 408
Autres passifs financiers	106 824	47 493	154 317	25 209	51 930	77 139
Intérêts courus		2 371	2 371		299	299
Instruments dérivés passifs		2 618	2 618		2 824	2 824
Comptes créditeurs de banques		2 984	2 984		1 286	1 286
Total passifs financiers	169 727	71 738	241 466	30 984	56 972	87 956

Analyse des emprunts auprès des établissements de crédit et autres passifs financiers

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Le 30 mai 2013, la société Fives North American Combustion Inc. a souscrit auprès de sa banque de référence un emprunt de 35 MUSD. La totalité de la dette est libellée en dollars et porte intérêt à taux variable. La marge de crédit est fonction des niveaux de levier atteints par le sous-groupe Fives North American Combustion à la fin de chaque trimestre calendaire. Cette dette bancaire s'amortit trimestriellement selon un plan de remboursement linéaire s'étalant du 31 octobre 2013 au 31 mai 2018. Dans le cadre de l'acquisition du sous-groupe OTO, Fives a signé le 28 août 2013 un contrat de prêt de 16 M€ avec l'une de ses banques de référence. Fives a tiré la totalité de la dette le 25 septembre 2013. La dette porte intérêt à taux variable, la marge de crédit n'est pas révisable. Elle s'amortit trimestriellement selon un plan de remboursement s'étalant du 30 juin 2014 au 30 juin 2017. Par ailleurs, le 27 septembre 2013, Fives Italy S.r.l. a signé un contrat de prêt de 20 M€ auprès d'une banque italienne de premier rang. La dette porte intérêt à taux variable. La marge de crédit n'est pas révisable. Elle s'amortit semestriellement selon un plan de remboursement s'étalant du 31 mai 2014 au 30 septembre 2016.

Certaines clauses de ces contrats de crédit peuvent les rendre remboursables par anticipation. À la date d'arrêt des comptes, aucune de ces clauses ne trouve à s'appliquer.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers incluent principalement les emprunts auprès de la maison-mère FL Investco (144,5 M€ au 31 décembre 2013) dont 130 M€ mis en place dans le cadre de l'acquisition du sous-groupe Fives Machining Systems. Cette dette de 130 M€ est amortissable sur quatre ans, selon un plan de remboursement s'étalant du 31 juillet 2014 au 20 juillet 2017.

Répartition de la dette par taux

	31.12.13			31.12.12		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit		72 796	72 796			
Dettes de crédit-bail	632	5 748	6 380		6 408	6 408
Autres passifs financiers	8 118	146 199	154 317	46 950	30 189	77 139
Intérêts courus	2 371		2 371	299		299
Total emprunts et dettes financières	11 121	224 743	235 864	47 249	36 597	83 846

Répartition de la dette par devises

	31.12.13			31.12.12		
	Euros	USD	Total	Euros	USD	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	41 239	31 557	72 796			
Dettes de crédit-bail	6 328	52	6 380	6 408		6 408
Autres passifs financiers	154 246	71	154 317	74 107	3 032	77 139
Intérêts courus	2 298	73	2 371	269	30	299
Total emprunts et dettes financières	204 111	31 753	235 864	80 784	3 062	83 846

La dette financière en USD est constituée de l'emprunt moyen terme de Fives North American Combustion et de la ligne revolver de Fives Machining Systems.

6.21. AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

Autres passifs non courants

	31.12.13	31.12.12
Dettes diverses	1 201	1 369
Produits constatés d'avance	682	669
Total	1 883	2 038

Autres passifs courants

	31.12.13	31.12.12
Dettes fiscales et sociales	110 002	95 398
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	4 582	1 524
Avances et acomptes reçus sur contrats	69 658	87 028
Dettes diverses	39 783	30 006
Produits constatés d'avance	6 860	9 149
Total	230 885	223 105

6.22. CONTRATS DE LOCATION

Contrats de location-financement

Les immobilisations corporelles financées par un contrat de location-financement sont les suivantes:

	31.12.13			31.12.12		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains en crédit-bail	1 541		1 541	1 260		1 260
Constructions en crédit-bail	11 758	(5 421)	6 337	9 647	(3 176)	6 471
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail	668	(466)	202	668	(466)	202
Total location financement	13 967	(5 887)	8 080	11 575	(3 642)	7 933

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement est le suivant:

	31.12.13	31.12.12
À moins d'un an	844	678
Entre un et cinq ans	4 034	3 944
Plus de cinq ans	1 502	1 786
Valeur des montants futurs minimaux	6 380	6 408

Comptes consolidés au 31 décembre 2013

Contrats de location simple

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple est le suivant:

	31.12.13	31.12.12
À moins d'un an	13 031	11 091
Entre un et cinq ans	26 398	28 439
Plus de cinq ans	5 833	8 400
Valeur des montants futurs minimaux	45 262	47 930

6.23. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Directoire. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêt, la juste valeur des produits dérivés se répartit de la façon suivante:

	31.12.13		31.12.12	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de taux				
Rattachés à une couverture de flux de trésorerie				70
Non éligibles à la comptabilité de couverture				
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	2 113	2 618	2 161	2 754
Non éligibles à la comptabilité de couverture	252			

Risque de taux d'intérêt

La dette à taux variable de 224,7M€ est inférieure au montant de la trésorerie active de 245,4M€.

La dette à taux variable inscrite au bilan de Fives est constituée d'une part, de l'emprunt souscrit auprès de FL Investco dans le cadre de l'acquisition de Fives Machining Systems, et d'autre part, des diverses tranches de dette bancaire souscrites également en support des acquisitions.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'Eonia). Les instruments à taux fixe sont de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à trois mois.

Le risque de taux est donc globalement adossé par le rendement de la trésorerie placée à taux variable.

FL Investco n'étant pas une contrepartie externe, dans un contexte de taux historiquement bas, le Groupe n'a pas souscrit d'instrument de couverture sur cet emprunt.

Une position similaire a été retenue pour les emprunts bancaires souscrits localement, le coût de portage d'une couverture à taux fixe étant jugé à ce jour plus défavorable que l'exposition au risque de taux.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu:

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable, après prise en compte des instruments de couverture de taux quand applicable;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2014 (12 mois) au risque de taux est effectuée en supposant que:

- Le montant de dettes financières au 31 décembre 2013 est réduit à hauteur des remboursements contractuels à effectuer sur l'ensemble des dettes bancaires et auprès de FL Investco jusqu'à l'échéance du 31 janvier 2015 incluse ; le taux Euribor de référence est fixé au 31 décembre 2013 et appliqué aux fixings de chaque période d'intérêts trimestrielle ou semestrielle.
- La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2013.

Compte tenu des taux de référence (Euribor 6 mois du 31 décembre 2013 à 0,39%), l'analyse de sensibilité a été réalisée avec une hausse de 1% d'une part, et avec une baisse ramenant le taux de référence à zéro, d'autre part.

Sous ces hypothèses, la sensibilité à une hausse des taux de référence de 1% ou à une réduction à zéro est limitée à 0,2M€.

	Impact du calcul de sensibilité	
	+ 1%	taux à zéro
Dette à taux variable	1 615	(548)
Instruments dérivés en couverture de flux de trésorerie		
Placements à taux variables	(1 390)	313
Instruments dérivés non qualifiés de couverture		
Impact résultat	225	(235)

Risque de change

Dettes financières en devises

La dette financière est principalement émise dans la devise fonctionnelle de chacune des sociétés. Il n'existe pas de risque de change significatif afférent à la dette financière en devise.

Par ailleurs, le Groupe a financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis. Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme, libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises. Le nominal exposé s'élevait à 290,3M\$ au 31 décembre 2013.

En outre, le Groupe a initié en décembre 2012 la réorganisation de ses activités au Royaume-Uni, via notamment le reclassement de ses actifs opérationnels sous une même société anglaise, Fives UK Holding Ltd. Cette dernière s'est endettée auprès de Fives afin de procéder à ces rachats. Le nominal exposé s'élevait à 64,0M€ au 31 décembre 2013. L'échéance (annuelle) du 30 juin 2014 en capital et en intérêts (7,5M€) a été couverte en janvier 2014.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes vendeuses créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, le GBP/USD et l'USD/CAD.

Le Groupe s'efforce par contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Comptes consolidés au 31 décembre 2013

Les risques de change résiduels nets sont couverts dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ou la mise en place de polices COFACE change (filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans sa monnaie de présentation (euro).

Exposition au 31 décembre 2013, prêts USD et GBP, nominal et intérêts prévisionnels 2014.

Le nominal des prêts d'acquisitions libellés en USD, après couvertures, s'élève à 290,3M\$ au 31 décembre 2013, soit 210,5M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice. Compte tenu des intérêts dus en 2014, l'exposition totale, capital et intérêts annuels, s'élève à 299,9M\$ en 2014, soit 217,5M€ après conversion au cours de clôture du 31 décembre 2013.

Une variation de 10 cents du cours de change EUR/USD et/ou EUR/GBP aurait les conséquences suivantes sur le compte de résultat 2014:

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
Cours de clôture	1,2791	1,3791	1,4791
Créance nette après couverture (EUR)	234 465	217 464	202 761
Impact résultat 2014	17 001	-	(14 702)
Prêts GBP			
Cours de clôture	0,7337	0,8337	0,9337
Créance nette après couverture (EUR)	81 121	71 391	63 745
Impact résultat 2014	9 730	-	(7 646)
Impact résultat 2014 total	26 731	-	(22 348)

Exposition au 31 décembre 2013, prêts USD et GBP, cash-flows prévisionnels 2014

Les cash flows attendus en 2014 au titre de ces prêts (échéances d'intérêts et capital), nets des couvertures, s'élèvent à 17,9M\$, soit 13,0M€ au cours de clôture du 31 décembre 2013. L'impact d'une variation de + ou - 10 cents des cours de change EUR/USD et EUR/GBP sur les cash flows de la période est la suivante:

	TC-10c	TC	TC+10c
Prêts USD			
Cours de clôture	1,2791	1,3791	1,4791
Cash-Flows 2014 après couverture (EUR)	13 999	12 984	12 106
Part de l'impact résultat 2014 sur les cash flows	1 014	-	(878)

L'échéance (annuelle) du 30 juin 2014 en capital et en intérêts du prêt en GBP (7,5M€) a été couverte en janvier 2014 ; le risque de change sur le GBP est considéré comme nul sur les cash flows 2014.

Contrats commerciaux

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous jacents couverts.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières intérêts inclus.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variable sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêt pour les flux liés aux échéances ultérieures.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	73 700	15 471	15 706	19 070	9 928	12 793	731
Autres dettes financières	155 715	47 450	35 618	35 392	35 328	400	1 528
Dettes de crédit-bail	6 380	844	1 084	2 357	308	284	1 502
Total dettes brutes à long terme	235 795	63 764	52 408	56 819	45 564	13 477	3 761
Frais d'émission d'emprunt	(2 302)	(191)	(1 302)	(262)	(63)	(484)	
Total dettes à long terme	233 493	63 573	51 106	56 557	45 501	12 993	3 761
Intérêts sur dettes à long terme		6 273	4 563	2 908	1 235	152	20

Il n'est pas prévu, sur la base des données en date de clôture, que les flux de trésorerie indiqués se produisent de façon anticipée et pour des montants sensiblement différents de ceux indiqués dans l'échéancier.

Cette analyse exclut les actifs financiers du bilan et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 245,4M€ et 353,0M€ au 31 décembre 2013.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, ces contreparties sont généralement bien notées et bénéficient d'une capacité financière suffisante pour satisfaire leurs obligations contractuelles.

Dans des circonstances particulières, le Groupe couvre par des polices d'assurance jusqu'à 90% du risque de contrepartie de certains contrats.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan.

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

6.24. VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIES

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents postes du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les actifs financiers disponibles à la vente et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau un et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau deux.

6.25. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Avals, cautions et autres

	31.12.13	31.12.12
Engagements donnés	251 143	245 685
Engagements reçus	49 442	58 259

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

6.26. PARTIES LIÉES

Les parties liées sont principalement:

- les actionnaires de Fives ;
- les entreprises associées ;
- les entités non consolidées.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2013, les rémunérations versées par Fives et ses filiales aux membres du Comité Exécutif du groupe Fives, soit 14 personnes au total, se sont élevées à 3 482 k€.

Aucun membre du Comité Exécutif ne bénéficie d'un système de retraite à prestation définie qui aurait été mis en place par une entité du Groupe.

6.27. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des exercices 2013 et 2012 s'élève respectivement à :

	2013			2012		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte et associés	638	164	802	533	77	610
EY	669	735	1 405	687	31	718
Grant Thornton	406	229	635	329	54	382
Total	1 714	1 129	2 842	1 549	162	1 710

6.28. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Le 29 janvier 2014, le Groupe a réalisé l'acquisition d'ITAS, une entreprise italienne spécialisée dans la combustion pour un montant de 12 M€. Cette opération lui permet de compléter son offre par des systèmes de combustion essentiellement destinés aux secteurs du gaz et du pétrole et à des applications environnementales. ITAS a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires proche de 30 M€. Cette opération n'a pas d'impact sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes au 31 décembre 2013 n'est intervenu entre la date de clôture et la date d'arrêtés des comptes.

6.29. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2013

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives *	Paris, France	IG	Société Mère	
Fives UK Holding Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives Italy S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Engineering (Shanghai) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.99
AUTOMOBILE / LOGISTIQUE				
Fives Cinetic *	Paris, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Assembly *	Montévrain, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Automation *	Héricourt, France	IG	99.96	99.96
Cinetic Automation Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Decker Filling K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Cinetic DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Filling *	Le Bignon, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Cinetic Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Landis Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Cinetic Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Service *	Montévrain, France	IG	100.00	99.99
Cinetic Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting S.p.a.	Italie	IG	100.00	99.99
Cinetic Transitiq * *	Grigny, France	IG	99.98	99.98
CIMENT				
Fives FCB *	Villeneuve-d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Fives FCB Services Mexico S.A. de C.V.	Mexique	IG	99.90	99.90
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85.18	85.18
Fives Pillard España S.A.	Espagne	IG	67.00	57.07
Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	85.18
Fives Pillard Deutschland GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.46
Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
ÉNERGIE				
Fives Cail *	Villeneuve-d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	MEE	50.00	40.00
Fives Fletcher Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100.00	99.99
Fletcher Smith Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives North American Combustion France, SAS *	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands B.V.	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Spain, S.L.	Espagne	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives North American Combustion Canada, Inc.	Canada	IG	100.00	99.99

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
North American Construction Services, Ltd.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Cryo *	Golbey, France	IG	99.80	99.80
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.80
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	99.80
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	99.99	99.99
MÉTAL				
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives DMS *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives Industries *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
F.L. Industries Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives OTO S.p.a.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives OTO Systems S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives Stein *	Maisons-Alfort, France	IG	99.99	99.99
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	99.99	99.99
Fives Stein Belgium	Belgique	IG	100.00	99.99
Fives Stein Bilbao S.A.	Espagne	IG	100.00	99.99
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	99.99
Fives Stein (Shanghai) Industrial Furnace Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.99
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Stein Manufacturing *	Bar-Le-Duc, France	IG	100.00	99.99
Stein Heurtey Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	99.99
Solios Environnement *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	99.99	99.99
FI 2006 *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
PSA 2000 *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	100.00	99.99
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	99.99
Solios Services Gulf SPC	Bahreïn	IG	100.00	99.99
Solios Carbone *	Givors, France	IG	99.99	99.99
Solios Environment Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Solios Environnement Inc.	Canada	IG	100.00	99.99
Solios Services Southern Africa (Proprietary) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	99.99
Solios Chemical *	Mulhouse, France	IG	99.99	99.99
Solios Thermal Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00

Comptes consolidés au 31 décembre 2013

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
AÉRONAUTIQUE ET USINAGE DE PRÉCISION				
Cincinnati Machine International, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Giddings & Lewis, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems International (Hong Kong) Limited	Chine	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Korea Inc.	Corée du Sud	IG	100.00	100.00
Fives Machining Systems Shanghai Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
G & L USA, LLC	États-Unis	IG	100.00	100.00
Fives Forest-Liné	Albert, France	IG	100.00	100.00
Forest-Liné Capdenac	Capdenac Gare, France	IG	100.00	100.00
Liné Machines Outils Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Forest-Line Industries Machine Tool (Beijing) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	100.00
Forest-Line Machine Inc.	États-Unis	IG	100.00	100.00
GIE Forest-Liné	Capdenac Gare, France	IG	100.00	100.00
4192567 Canada Inc.	Canada	IG	100.00	100.00
Sogelire Inc.	Canada	IG	100.00	100.00

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale Novafives.

IG : sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

MEE : sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2013

ERNST & YOUNG ET AUTRES
1-2 place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

DELOITTE & ASSOCIÉS
185 avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de 1 723 040 €
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société FIVES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 3 de l'annexe des comptes consolidés qui expose l'incidence de la première application par votre société de la norme IAS 19 révisée relative aux avantages au personnel.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode décrite dans les notes 2.5, 2.14 et 6.8 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.5, 2.14 et 6.8 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

- Les résultats sur les contrats de construction et contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat, suivant les principes développés dans les notes 2.5 et 2.18 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées pour chaque contrat sous le contrôle du management. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à prendre connaissance des processus mis en place dans ce domaine, apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

- Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à une entité fiscale une assurance raisonnable de récupération, comme indiqué dans les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2.5 et 2.24 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 16 avril 2014
Les Commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG ET AUTRES
Marc Stoessel

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

PROJET DE RÉSOLUTIONS (extrait)

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, et du rapport général des Commissaires aux comptes,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 138 543,02 €.

L'Assemblée Générale approuve également le montant global de certaines charges non déductibles fiscalement s'élevant à 50 721 €.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 138 543,02€ de la façon suivante :

-5% à la réserve légale	6 927,15€
-Le solde, en report à nouveau	131 615,87€
Total	138 543,02€

L'Assemblée générale constate que, pour les trois exercices précédents, les dividendes distribués ont été les suivants:

Exercice	Nombre d'actions de 47€	Dividende distribué par action	Total des dividendes distribués
2010	2 185 612	/	/
2011	2 185 612	45,00€ ⁽¹⁾	98 352 540,00€
2012	2 185 612	18,30€ ⁽²⁾	39 996 699,60€

(1) distribution exceptionnelle décidée par l'assemblée générale mixte du 15 décembre 2011

(2) distribution exceptionnelle décidée par l'assemblée générale ordinaire du 20 décembre 2012

En application de l'article 243 bis du code général des impôts, il est précisé que les distributions au titre des exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012 étaient éligibles à l'abattement de 40% bénéficiant aux actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliés en France, prévu à l'article 158-3 2° du code général des impôts.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2013,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2013 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 43 444 k€.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leurs mandats aux membres du Conseil de surveillance.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale ratifie la nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance de Monsieur Jacques LEFEVRE, demeurant 18 rue Pauline Borghèse, 92200 Neuilly-sur-Seine, faite par le Conseil de surveillance du 25 juin 2013, en remplacement de Madame Alexandra GOLTSOVA, pour la durée du mandat restant à courir de cette dernière, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée générale décide de nommer en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019:

- Monsieur Antonio MARCEGAGLIA, né le 12 décembre 1963 à Mantova (Italie), demeurant Gazoldo Degli Ippoliti (MN), Italie.

Fives

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 102 723 764 euros
Siège social: 27-29 rue de Provence, 75009 Paris
542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

Édité par la Direction de la Communication de Fives

Créé par Le Square: +33 (0)1 45 06 56 44
Photographies: Fives, La Chose
Copyright © 2014 - Fives - Tous droits réservés

Ce document est imprimé sur papier Condat Silk,
certifié FSC (Forest Stewardship Council ou Conseil
de la bonne gestion forestière), garantissant la gestion
durable des forêts. Les encres utilisées sont des encres
végétales utilisant un mouillage sans alcool.



Fives - 27/29 rue de Provence - 75009 Paris - www.fivesgroup.com